

Extractive Industries  
Transparency Initiative

# La course aux énergies renouvelables

Combattre les risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité dans le secteur des énergies renouvelables

RAPPORT





La présente étude a été commandée par l'Initiative pour la  
Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

Auteurs : Dieter Zinnbauer et Stephanie Trapnell

L'ITIE remercie ses partenaires du Centre de Ressources sur  
les Entreprises et les Droits de l'Homme, de la Transparency &  
Accountability Initiative et de l'International Hydropower Association  
pour leurs retours sur l'élaboration de ce rapport.

Novembre 2023

# La course aux énergies renouvelables

Combattre les risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité dans le secteur des énergies renouvelables

---

RAPPORT

# Table des matières

<b>Synthèse</b>	<b>5</b>
<b>Aperçu des recommandations</b>	<b>8</b>
<b>1. Introduction</b>	<b>10</b>
<b>2. Les risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité dans le secteur des énergies renouvelables</b>	<b>14</b>
2.1 Lacunes institutionnelles et réglementaires	16
Incertitude réglementaire et accaparement politique	16
Collusion, favoritisme et autres problèmes d'intégrité dans les octrois de licences et les enchères	18
Abus des programmes de subventions	21
Déséquilibres dans les négociations des contrats	21
2.2 Engagement communautaire insuffisant	22
Violations des droits fonciers	22
Consultations manipulées et accaparées et accords sur les avantages communautaires	23
2.3 Risques de mise en œuvre des projets et des opérations	26
Ingérence politique dans l'achat de biens et de services	26
Fraude et escroqueries commerciales	26
Goulots d'étranglement dans la connectivité au réseau	29
<b>3. Normes de transparence et de redevabilité dans le secteur des énergies renouvelables</b>	<b>30</b>
3.1 Green Hydrogen Standard	31
3.2 Norme de durabilité de l'hydroélectricité (et protocole d'évaluation de la durabilité)	32
3.3 Indice de référence des meilleures pratiques en matière de durabilité solaire	32
3.4 Protocole de traçabilité de la chaîne d'approvisionnement solaire	33
3.5 Indice de référence des énergies renouvelables par rapport aux droits de l'homme	34
<b>4. Recommandations pour renforcer la transparence et la redevabilité dans le secteur des énergies renouvelables</b>	<b>36</b>
4.1 Recommandations pour les entreprises d'énergie renouvelable	36
4.2 Recommandations pour les gouvernements	37
4.3 Recommandations pour les organisations de la société civile	38
4.4 Recommandations pour les donateurs et les partenaires au développement	38
4.5 Recommandations pour les groupes multipartites de l'ITIE	38
4.6 Recommandations pour le Conseil d'administration international de l'ITIE	39
<b>Références</b>	<b>40</b>
<b>Annexe : Participants à l'étude</b>	<b>46</b>

# Synthèse

**LA CROISSANCE CONTINUE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES** est essentielle pour atteindre les objectifs de zéro émission nette. Les risques qui accompagnent un changement d'une ampleur et d'une urgence telles sont source de préoccupation : des flux de financement importants, une hausse rapide des investissements et l'attente de rendements élevés peuvent générer des risques considérables de corruption et d'atteinte à l'intégrité. Ces préoccupations présentent des similitudes avec les problèmes observés dans les industries extractives au cours des dernières décennies<sup>1</sup> et sont particulièrement visibles dans le cadre des investissements à grande échelle dans les énergies renouvelables dans les régions où la gouvernance est plus faible.

Le rôle des énergies renouvelables se développe rapidement dans le mix énergétique mondial :

- Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les énergies renouvelables devraient contribuer à plus de 90 % de l'expansion de la capacité électrique mondiale entre 2022 et 2027.<sup>2</sup>
- Pour atteindre les objectifs de zéro émission nette d'ici 2050, un investissement annuel estimé à environ 5 000 milliards de dollars US est nécessaire dans le secteur des énergies renouvelables d'ici 2030.<sup>3</sup>
- D'ici 2050, la part des énergies renouvelables dans l'énergie primaire mondiale pourrait atteindre entre 35 et 65 %, selon l'ampleur et le rythme des efforts de décarbonation, d'après le rapport de bp sur les perspectives énergétiques, intitulé « Energy Outlook ».<sup>4</sup>

La mauvaise gestion et la corruption pourraient constituer de sérieux obstacles à la croissance prévue du secteur des énergies renouvelables. Une mauvaise gouvernance peut nuire au climat d'investissement, augmenter les coûts liés à la conduite des affaires et générer des problèmes opérationnels, juridiques et de réputation pour les entreprises d'énergie renouvelable. Outre ces impacts, la mauvaise gestion et la corruption risquent également d'aboutir à des résultats inéquitables pour les parties prenantes, en particulier pour les communautés directement touchées par les projets d'énergie renouvelable. Le risque de violations des droits humains est particulièrement important lorsque de grands projets commerciaux se déroulent dans des communautés reculées ou autochtones.

Bien que les parties prenantes du secteur des énergies renouvelables affichent une volonté croissante de répondre aux préoccupations environnementales et sociales, peu d'attention est actuellement accordée aux risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité, tant dans l'élaboration des politiques que dans le développement et l'exploitation de projets d'énergie renouvelable.

1 Gillies, A. (2020). *Crude Intentions: How Oil Corruption Contaminates the World*. Oxford University Press. Cf. également Atal, M.R., Trapnell, S. et Zinnbauer, D. (2022). *Merchants of Integrity? Commodity Trading and Corruption Research for a World in Transition*. Global Integrity Anti-Corruption Evidence Programme. Extrait de <https://ace.globalintegrity.org/projects/corruption-risks-trade-commerce/>.

2 AIE (2021). *Net Zero by 2050: Roadmap for the Global Energy Sector*. Extrait de <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>.

3 Ibid.

4 bp (2023). *Energy Outlook 2023*. Extrait de <https://www.bp.com/en/global/corporate/energy-economics/energy-outlook.html>.

Les principaux risques peuvent être regroupés en trois grandes catégories : les lacunes institutionnelles et réglementaires ; un engagement communautaire insuffisant ; et les risques liés à la mise en œuvre des projets et aux opérations. Chaque catégorie présente des défis qui peuvent compromettre l'intégrité et le succès des initiatives d'énergies renouvelables. Il peut s'agir de lacunes réglementaires qui pourraient favoriser une collusion entre promoteurs, de préjudices sociaux et environnementaux qui pourraient susciter la méfiance et conduire à l'abandon de projets, de l'abus de technologies non éprouvées ou de problèmes de connectivité au réseau qui pourraient faciliter les pratiques de corruption (voir Figure 1).

Il existe de nouveaux ensembles de normes ou de critères dans le secteur des énergies renouvelables qui visent à renforcer les pratiques commerciales responsables. La plupart ont été élaborés par des associations professionnelles et tendent à se concentrer sur des sous-secteurs spécifiques plutôt que sur le secteur des énergies renouvelables dans son ensemble. Peu de normes abordent directement ou dans le détail les questions de transparence, de lutte contre la corruption ou de gouvernance, et seul un petit nombre prévoit des attentes détaillées sur des questions telles que la divulgation de la propriété effective, des contrats et des impôts, ces divulgations constituant les meilleures pratiques établies dans les industries extractives et des exigences essentielles de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE). Les normes existantes dans le secteur des énergies renouvelables diffèrent également de celles de l'ITIE, dans le sens où elles se concentrent sur la performance de l'industrie au niveau des projets ou des entreprises. En revanche, la Norme ITIE est mise en œuvre au niveau des pays et établit les attentes des gouvernements et des entreprises.

La mise en place d'un processus décisionnel ouvert, responsable et inclusif doit constituer la pierre angulaire d'une transition durable vers des systèmes d'énergies renouvelables qui font avancer les objectifs de zéro émission nette tout en profitant aux populations et en prévenant les préjudices environnementaux et sociaux. Il est possible de tirer des enseignements du cadre de déclaration de l'ITIE et de l'approche multipartite pour renforcer le soutien de l'opinion publique en faveur de la croissance du secteur des énergies renouvelables, d'autant plus que ce secteur est confronté à des exigences sans précédent en matière de rapidité et d'ampleur. Cela pourrait permettre au secteur de gagner la confiance de l'opinion publique et de renforcer son permis social d'exploitation, sans lesquels la transition énergétique mondiale risque de répéter les erreurs du passé.

Le présent rapport examine l'ampleur et les implications des risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité dans le secteur des énergies renouvelables dans les pays à revenu élevé, intermédiaire et faible, en mettant l'accent sur l'énergie solaire, éolienne et hydroélectrique ainsi que sur l'hydrogène vert. Il décrit les normes existantes dans le secteur en matière de transparence et de redevabilité, ainsi que la mesure dans laquelle elles abordent les domaines vulnérables à la corruption et la mauvaise gouvernance. Enfin, ce rapport fournit des recommandations aux diverses parties prenantes sur le renforcement de la redevabilité et de la transparence dans le secteur des énergies renouvelables.



*La mise en place d'un processus décisionnel ouvert, responsable et inclusif doit constituer la pierre angulaire d'une transition durable vers des systèmes d'énergies renouvelables*

FIGURE 1

## Risques de gouvernance et de corruption dans le secteur des énergies renouvelables



### 1. Lacunes institutionnelles et réglementaires

- L'absence de règles et de cadres réglementaires peut conduire les acteurs à parer au plus pressé et à influencer indûment les processus bureaucratiques.
- Des processus d'octroi de licences et d'enchères opaques et faibles peuvent déboucher sur la collusion, le favoritisme et d'autres problèmes d'intégrité.
- Les programmes de subventions massives peuvent inciter au détournement des critères d'admissibilité et des règles de décaissement, ce qui pourrait compromettre les avantages climatiques et publics.
- Les promoteurs avisés peuvent tirer parti de leurs prouesses juridiques pour conclure des contrats qui imposent arbitrairement aux générations futures des coûts et des responsabilités élevés.



### 2. Engagement communautaire insuffisant

- Les processus d'acquisition de terres peuvent être vulnérables aux abus, en particulier dans les cas où les entreprises font appel à des courtiers locaux qui travaillent sans supervision et sont rémunérés à la performance.
- Les processus de consultation, de consentement éclairé et de négociation des avantages communautaires peuvent être opaques, manipulés ou symboliques, favorisant des contacts locaux spécifiques plutôt qu'une représentation communautaire plus étendue.



### 3. Risques de mise en œuvre des projets et des opérations

- Les gouvernements qui lient les prêts ou licences pour des projets de développement vert à l'approvisionnement local peuvent soumettre les entreprises à des pressions pour sélectionner des entreprises bénéficiant de relations politiques.
- La pression pour augmenter les investissements, combinée à des idées commerciales non éprouvées, peut promouvoir un esprit d'entreprise axé sur la médiatisation et ainsi que des escroqueries commerciales.
- Les défis liés à la connectivité au réseau peuvent conduire des fonctionnaires occupant des postes de pouvoir à solliciter des paiements informels en échange d'un traitement préférentiel.

# Aperçu des recommandations

**LES ACTEURS DES ÉNERGIES RENOUVELABLES** doivent respecter des normes d'intégrité exemplaires, d'autant plus que la transition énergétique est de plus en plus politisée et que toute allusion à la corruption ou à la mauvaise gestion peut semer le doute sur l'entreprise dans son ensemble. La transparence, la redevabilité et le dialogue peuvent être renforcés pour maximiser les opportunités et atténuer les risques. Les parties prenantes peuvent chacune jouer un rôle dans le renforcement de l'intégrité du secteur, selon les recommandations énoncées ci-dessous.



## Entreprises d'énergies renouvelables

- Cartographier régulièrement les risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité dans les chaînes de valeur, afin d'éclairer la prise de mesures d'atténuation efficaces.
- Intégrer des normes élevées de transparence dans les pratiques commerciales et les décisions en matière d'investissement, notamment en ce qui concerne la propriété effective, les contrats et licences, ainsi que les paiements aux gouvernements.
- S'engager à soutenir un dialogue multipartite constructif et inclusif pour améliorer la durabilité, l'équité et la confiance.
- Agir lorsque les parties prenantes soulèvent des préoccupations légitimes.



## Gouvernements

- Intégrer la transparence et la bonne gouvernance dans la gestion et le développement du secteur des énergies renouvelables, en s'engageant dans des processus d'enchères, d'octroi de licences et de marchés publics qui sont transparents et en divulguant des informations sur les contrats, les impôts et les subventions.
- Créer des espaces pour un dialogue multipartite constructif et inclusif en vue de renforcer la durabilité, l'équité et la confiance.
- Mettre en place des mécanismes de redevabilité et des mesures de protection de l'espace civique efficaces.



## Organisations de la société civile

- Intégrer les appels à la transparence et à la redevabilité aux exigences politiques, en vue d'atténuer les risques à long terme pour les résultats au niveau des communautés et des projets.
- Adopter une approche de partenariat qui associe les connaissances et les relations des organisations locales à l'influence et aux ressources mondiales des organisations non gouvernementales (ONG) internationales.



## Donateurs et partenaires de développement

- Jouer un rôle de leader dans le financement du développement de projets d'énergies renouvelables, de manière à réduire les coûts et à atténuer les risques, en exigeant des normes de gouvernance solides pour les projets qui reçoivent une assistance technique et financière.



## Groupes multipartites de l'ITIE

- Explorer la faisabilité d'élargir la déclaration de l'ITIE au secteur des énergies renouvelables et, en retour, envisager l'inclusion des acteurs des énergies renouvelables dans les activités de l'ITIE.



## Conseil d'administration international de l'ITIE

- Partager les enseignements sur la manière de faire progresser la transparence et le dialogue multipartite entre les industries extractives et le secteur des énergies renouvelables.
- Explorer les opportunités de collaboration et de partenariats avec des parties prenantes influentes pour promouvoir une action collective dans le secteur des énergies renouvelables, soit directement par le biais de l'ITIE, soit en soutenant l'établissement d'une entité distincte axée sur la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur des énergies renouvelables.

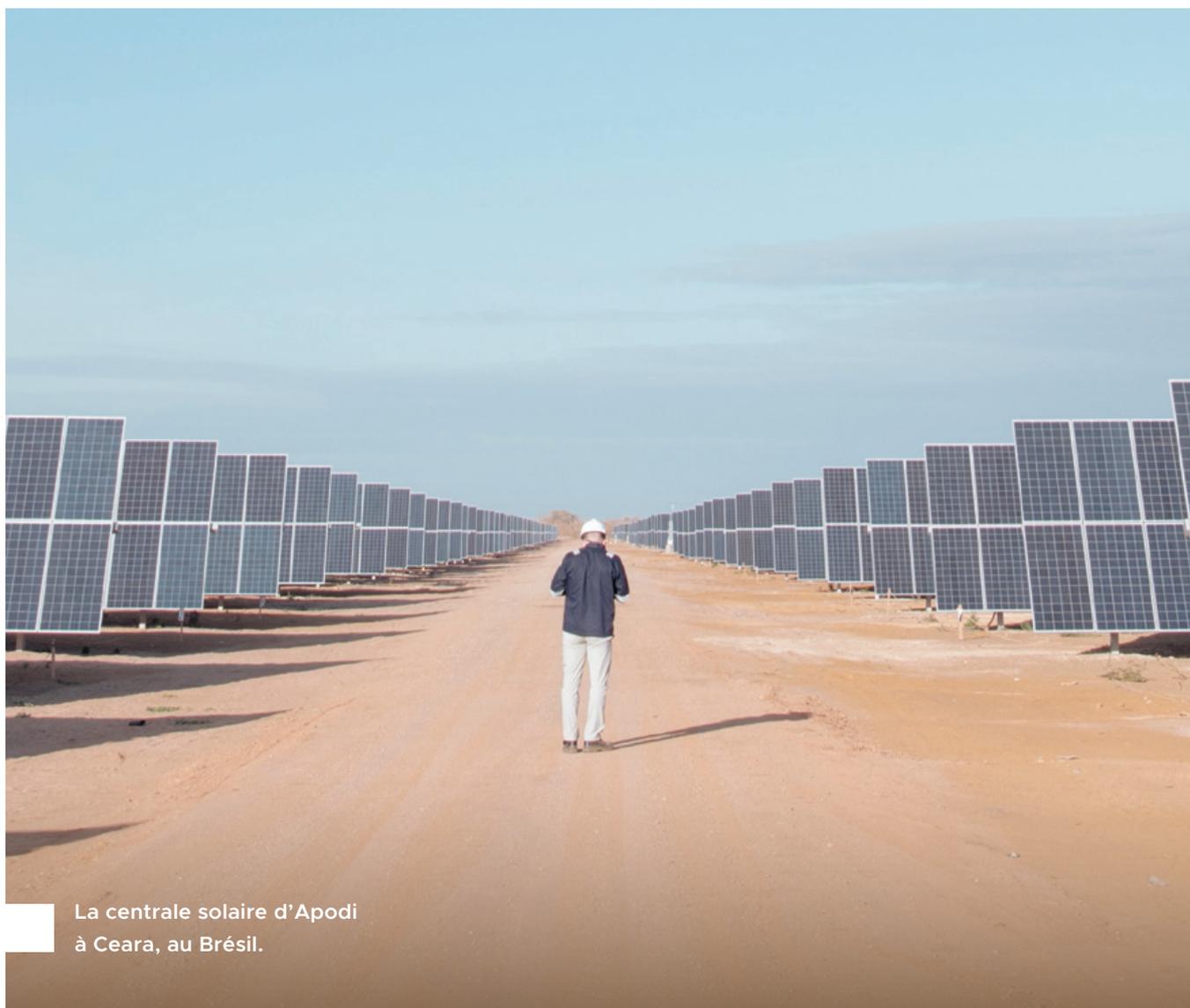


PHOTO : OLE JØRGEN BRATLAND / © EQUINOR

La centrale solaire d'Apodi  
à Ceara, au Brésil.

# 1. Introduction

**LA POURSUITE DE LA CROISSANCE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES** est essentielle pour atteindre les objectifs de zéro émission nette d'ici 2050. Les risques qui accompagnent un changement d'une ampleur et d'une urgence telles sont source de préoccupation : des flux de financement importants, une hausse rapide des investissements et l'attente de rendements élevés peuvent générer des risques considérables de corruption et d'atteinte à l'intégrité pour le secteur des énergies renouvelables, comme cela a été observé dans les industries extractives au cours des dernières décennies.<sup>5</sup>

La lutte contre le changement climatique transforme le secteur de l'énergie. D'après le rapport de bp sur les perspectives énergétiques, intitulé «Energy Outlook », la demande mondiale de combustibles fossiles devrait connaître un déclin soutenu au cours des trois prochaines décennies. Dans un scénario selon lequel le monde maintiendrait globalement sa trajectoire actuelle de décarbonation, la part des combustibles fossiles dans l'énergie primaire pourrait chuter, passant d'environ 80 % en 2019 à environ 55 % d'ici 2050. Dans un scénario plus ambitieux, aligné sur les objectifs de zéro émission nette, la part des combustibles fossiles dans l'énergie primaire chuterait à environ 20 % d'ici 2050.<sup>6</sup>

La baisse de la demande en combustibles fossiles sera compensée par l'expansion rapide des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial. L'AIE s'attend à ce que les énergies renouvelables représentent plus de 90 % de l'expansion de la capacité électrique mondiale entre 2022 et 2027.<sup>7</sup> Pour atteindre les objectifs de zéro émission nette d'ici 2050, un investissement annuel estimé à 5 000 milliards de dollars est nécessaire dans le secteur des énergies renouvelables d'ici 2030.<sup>8</sup> D'ici 2050, la part des énergies renouvelables dans l'énergie primaire mondiale pourrait atteindre entre 35 et 65 %, selon l'ampleur et le rythme des efforts de décarbonation, d'après le rapport de bp sur les perspectives énergétiques, intitulé «Energy Outlook ».<sup>9</sup>

La mauvaise gestion et la corruption pourraient constituer de sérieux obstacles à la croissance prévue du secteur des énergies renouvelables. Une mauvaise gouvernance peut nuire au climat d'investissement, augmenter les coûts liés à la conduite des affaires et générer des problèmes opérationnels, juridiques et de réputation pour les entreprises d'énergie renouvelable.

Outre ces impacts, la mauvaise gestion et la corruption compromettent l'atteinte de résultats justes et équitables pour les parties prenantes, en particulier pour les communautés directement touchées par les projets d'énergie renouvelable. Le risque de violations des droits humains est élevé lorsque de grands projets commerciaux se déroulent dans des communautés reculées ou autochtones. Selon une étude du Centre de Ressources sur les Entreprises et les Droits de l'Homme, plus de 200 allégations de violations des droits humains ont été enregistrées dans le secteur des énergies renouvelables au cours des dix dernières années, 44 % d'entre elles étant liées à des projets éoliens ou solaires.<sup>11</sup> Bien que les parties prenantes du secteur des énergies renouvelables affichent une volonté croissante de répondre aux préoccupations environnementales et sociales, relativement peu d'attention est actuellement accordée aux risques de corruption et de mauvaise gestion dans l'élaboration des politiques et dans le développement et l'exploitation de projets d'énergie renouvelable.



*La course à l'expansion et au déploiement des technologies d'énergies renouvelables exerce des pressions incroyables sur la bureaucratie et l'administration de l'État, ce qui incite à la corruption. Même dans les pays développés, il manque du personnel, des ressources ou des connaissances techniques. »*

*– Un acteur de la société civile<sup>10</sup>*

5 Gillies, A. (2020). Crude Intentions: How Oil Corruption Contaminates the World.

6 bp (2023). Energy Outlook 2023.

7 AIE (2022). *Renewables 2022*. Extrait de <https://www.iea.org/reports/renewables-2022>.

8 AIE (2021). Net Zero by 2050: Roadmap for the Global Energy Sector.

9 bp (2023). Energy Outlook 2023.

10 Participant à l'étude T (représentant de la société civile), entretien du 22 septembre 2023.

11 Centre de Ressources sur les Entreprises et les Droits de l'Homme (2021). *Renewable Energy & Human Rights Benchmark: Key Findings from the Wind & Solar Sectors - 2021 Edition*. Extrait de <https://www.business-humanrights.org/en/from-us/briefings/renewable-energy-human-rights-benchmark-2/>.



PHOTO : STATKRAFT

La centrale hydroélectrique de Magat sur l'île de Luzon aux Philippines.

La fragilité de la confiance dans les énergies renouvelables et les conséquences particulièrement néfastes de la corruption et de la mauvaise gestion peuvent avoir des répercussions profondes, même dans les contextes industrialisés. En Bulgarie, un déploiement des énergies renouvelables sujet à corruption a généré des coûts excessifs et compromis le soutien de l'opinion publique à la transition.<sup>13</sup> Une légitimité fragile se profile même dans des contextes de confiance accrue pour des pratiques apparemment inoffensives. Au Royaume-Uni ou au Danemark, par exemple, les promoteurs de parcs éoliens ont adopté des programmes d'avantages communautaires pour obtenir le soutien de l'opinion publique à leurs projets. Cependant, certaines parties prenantes ont considéré ces systèmes comme corrompus et la confiance a été érodée plutôt que renforcée.<sup>14</sup>

En 2022, le G20 a reconnu l'existence de risques de corruption et de gouvernance dans le secteur des énergies renouvelables. Cependant, la compréhension des facteurs de corruption est limitée et peu de mesures d'atténuation reposent sur des éléments factuels. Il existe également peu d'études de cas mettant en évidence l'efficacité des mesures de lutte contre les pots-de-vin et la corruption dans le secteur.<sup>15</sup>



*Les énergies renouvelables doivent largement se renforcer en termes de gouvernance. Il ne fait aucun doute que le secteur est aux prises avec de nombreux risques de corruption et de gouvernance. Les préoccupations environnementales et sociales ont été érigées en priorité et les normes de gouvernance font défaut.»*

*– Un représentant de l'industrie<sup>12</sup>*

12 Participant à l'étude J (représentant de l'industrie), entretien du 26 juin 2023.

13 Andreas, J., Burns, C. et Touza, J. (2018). Overcoming Energy Injustice? Bulgaria's Renewable Energy Transition in Times of Crisis. *Energy Research & Social Science*, 42, 44-52. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2018.02.020>.

14 Cass, N., Walker, G. et Devine-Wright, P. (2010). Good Neighbours, Public Relations and Bribes: The Politics and Perceptions of Community Benefit Provision in Renewable Energy Development in the UK. *Journal of Environmental Policy & Planning*, 12(3), 255-275. <https://doi.org/10.1080/1523908X.2010.509558>; Jørgensen, M.L. (2020). Low-carbon but corrupt? Bribery, inappropriateness and unfairness concerns in Danish energy policy. *Energy Research & Social Science*, 70(101663). <https://doi.org/10.1016/j.erss.2020.101663>.

15 Westmore, K. (8 novembre 2022). Clean Energy: Tackling Corruption in the Transition to Net Zero. *Royal United Services Institute (RUSI)*. Extrait de <https://rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/clean-energy-tackling-corruption-transition-net-zero>.

La transition énergétique pose donc des défis d'intégrité sans précédent qui, s'ils ne sont pas surmontés, menacent de faire dérailler l'ensemble du projet. L'ITIE – norme mondiale pour une gestion ouverte et responsable du pétrole, du gaz et des minéraux – propose un cadre pour aborder les questions de gouvernance. Il est possible de tirer des enseignements de l'évolution de sa norme de déclaration et de son mécanisme multipartite établi pour renforcer la transparence, la redevabilité et la confiance de l'opinion publique dans le secteur des énergies renouvelables, surtout quand celui-ci est confronté à des exigences sans précédent en matière de rapidité et d'ampleur.

La mise en place d'un processus décisionnel ouvert, responsable et inclusif doit constituer la pierre angulaire d'une transition durable vers des systèmes d'énergies renouvelables qui profitent aux populations et préviennent les préjudices environnementaux et sociaux. Les enseignements tirés du traitement des risques de corruption et de l'atteinte à l'intégrité dans les industries extractives peuvent aider les industries des énergies renouvelables à gagner la confiance du public et leur permis social d'exploitation, sans quoi la transition énergétique mondiale risque de répéter les erreurs du passé.

Le présent rapport examine l'ampleur et les implications des risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité dans le secteur des énergies renouvelables dans les pays à revenu élevé, intermédiaire et faible, en mettant l'accent sur l'énergie solaire, éolienne et hydroélectrique, ainsi que sur l'hydrogène vert (bien qu'une dynamique et des considérations similaires puissent également s'appliquer aux secteurs de la géothermie et de la biomasse).<sup>17</sup> Il s'accompagne d'une évaluation comparative et d'une analyse des lacunes stratégiques des normes et des principes de responsabilité pertinents au sein du secteur des énergies renouvelables qui traitent de la gouvernance et de la lutte contre la corruption. Enfin, ce rapport fournit des recommandations aux diverses parties prenantes sur le renforcement de la redevabilité et de la transparence dans le secteur.

Les conclusions reposent sur une analyse des études universitaires et des documents de politique, ainsi que sur des entretiens avec des représentants de l'industrie, des universitaires, des experts en politique et des acteurs de la société civile. Compte tenu du stade relativement précoce de développement du secteur dans de nombreux pays et du retard habituel dans la recherche appliquée, il n'est pas surprenant que la base de données empiriques soit encore assez limitée. Les éléments factuels sont donc de nature plus qualitative et anecdotique et proviennent souvent de domaines de recherche qui se recoupent. La recherche s'est concentrée spécifiquement sur les questions de corruption et d'intégrité plutôt que sur les aspects plus généraux de la gouvernance. Ni les problèmes de chaîne d'approvisionnement (par ex. les minéraux de la transition) ni les problèmes en aval liés aux crédits carbone, aux compensations ou aux systèmes d'échange associés n'ont été inclus dans le périmètre de cette étude.<sup>18</sup>



*En raison de la décentralisation du secteur et de la taille souvent petite des projets, l'atténuation des risques de corruption suscite peu d'intérêt. Mais pour les mégaprojets, cela pose un problème.»*

*– Expert en politique<sup>16</sup>*

16 Participant à l'étude N (expert en politique), entretien du 14 juillet 2023.

17 L'hydrogène vert est de l'hydrogène produit par électrolyse de l'eau grâce à une énergie renouvelable, qui émet des émissions de gaz à effet de serre proches de zéro.

18 Pour de plus amples informations sur les risques de gouvernance et de corruption dans les chaînes d'approvisionnement en minerais de la transition, voir ITIE (2022), *Mission critique : renforcement de la gouvernance des chaînes de valeur des minéraux pour la transition énergétique*. Extrait de <https://eti.org/fr/documents/mission-critique>.

19 Participant à l'étude F (représentant de l'industrie), entretien du 5 juillet 2023.



PHOTO : STATKRAFT

Éoliennes près de Kjøllefjord,  
en Norvège.

## 2. Les risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité dans le secteur des énergies renouvelables

**L'EXPÉRIENCE DANS LE SECTEUR DES ÉNERGIES RENOUVELABLES** a mis en évidence un large éventail de risques potentiels de corruption et d'atteinte à l'intégrité. Bien que le secteur des énergies renouvelables soit diversifié, il est possible d'identifier des caractéristiques contribuant à un profil de risque sectoriel unique. Ces caractéristiques et les risques associés dérivent principalement de la nouveauté et de la nature prospective du secteur, ainsi que de son expansion rapide. Ils nécessitent des réponses adaptées.

Souvent, les projets d'énergies renouvelables impliquent non seulement la mise en œuvre de projets individuels, mais également la création de chaînes de valeur énergétiques complètes à partir de rien. Par exemple, les parcs éoliens situés dans des zones reculées ou les projets d'hydrogène à grande échelle comportent de nombreux points d'arrêt potentiels qui sont vulnérables aux pratiques d'extorsion. Un défi important réside dans les investissements à fonds perdus, qui diminuent le pouvoir d'action des acteurs économiques.<sup>20</sup> Une fois qu'un promoteur a investi des ressources dans un aspect spécifique de la chaîne de valeur (tel que l'achat d'équipement pour un parc éolien), le succès de cet investissement dépend de l'alignement d'autres conditions. Ces conditions englobent des facteurs tels que l'accès aux services de maintenance et d'approvisionnement, les accords de connexion au réseau et l'adhésion des communautés locales, aucun de ces facteurs n'étant garanti au début du projet.

La réussite des projets d'énergies renouvelables nécessite la gestion de relations de dépendance complexes.<sup>21</sup> Cette complexité donne l'occasion aux fonctionnaires et aux acteurs privés d'obtenir des avantages, notamment lorsque les investissements ont été obtenus, mais que leur succès dépend de la réalisation de divers éléments interconnectés. Au contraire, les projets énergétiques conventionnels à base de combustibles fossiles peuvent généralement s'appuyer sur des infrastructures auxiliaires existantes, des chaînes d'approvisionnement bien établies et un marché de services professionnels plus mature et ne nécessitent pas la construction de ce type de structures en parallèle.

Le secteur des énergies renouvelables est confronté à des risques de corruption similaires à ceux rencontrés dans d'autres secteurs. Les opérations ou fonctions commerciales qui posent généralement des problèmes d'intégrité dans différents types d'entreprises et de secteurs sont également vulnérables à la corruption dans le secteur des énergies renouvelables. Qu'il s'agisse des processus d'appel d'offres, du respect des réglementations, de l'approvisionnement responsable, de l'engagement communautaire inclusif, du contrôle des flux financiers ou du suivi de la qualité des projets, le secteur des énergies renouvelables est aux prises avec la corruption et la mauvaise gestion comme tout autre secteur. Il fonctionne selon ces processus habituels, soumis à des risques façonnés par l'environnement commercial spécifique et le contexte plus général de l'intégrité.



*Nous constatons des risques de corruption dans un nombre étonnamment élevé de projets de notre portefeuille.»*

*– Un représentant de l'industrie<sup>19</sup>*



*Partout où il existe des projets d'envergure, les pots-de-vin et la corruption sont possibles.»*

*– Expert universitaire<sup>22</sup>*

20 Dasgupta, S. et Sengupta, K. (1993). Sunk Investment, Bargaining and Choice of Capital Structure. *International Economic Review*, 34(1), 203-220. <https://doi.org/10.2307/2526957>.

21 Participant à l'étude E (représentant de l'industrie), entretien du 21 juin 2023.

22 Participant à l'étude M (expert universitaire), entretien du 11 août 2023.

PHOTO : NELSON DAVID ALONSO CHARRY



Des éoliennes à La Guajira, en Colombie.

Cependant, l'expression « énergie renouvelable » revêt une grande diversité qui se défie des généralisations hâtives. Deux dimensions sont particulièrement importantes pour identifier les risques spécifiques de corruption et d'atteinte à l'intégrité concernant des technologies et des entreprises individuelles :

- **Position dans la chaîne de valeur :** les entreprises du secteur des énergies renouvelables peuvent participer à différentes étapes de la chaîne de valeur en fonction de leur rôle. Il peut s'agir du fabricant d'équipements en amont, du fournisseur de services spécialisés, du développeur coordinateur ou du fournisseur d'énergie intégré. Chaque segment de la chaîne de valeur présente des défis distincts, ce qui oblige les entreprises d'énergie renouvelable à faire face à diverses combinaisons de risques en fonction de leur(s) rôle(s) dans la chaîne de valeur. Compte tenu de l'absence de chaînes de valeur pleinement intégrées, certaines lacunes dans les connaissances, les systèmes et d'autres aspects de la production et de l'approvisionnement s'ajoutent à la pression pour atténuer les risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité.
- **Complexité technologique et dimension économique :** la complexité technologique et le poids économique des projets dans le secteur des énergies renouvelables sont variables. Cela va des projets hydroélectriques personnalisés à grande échelle et à capitaux élevés jusqu'aux parcs solaires et éoliens semi-personnalisés raccordés au réseau à échelle commerciale, en passant par les petits développements communautaires raccordés ou non au réseau et les installations au niveau des ménages. L'expansion rapide et l'ampleur croissante de la production d'énergies renouvelables soulèvent un certain nombre de défis en matière d'intégrité aux niveaux de l'entreprise, du secteur et du pays:
  - Au niveau de l'entreprise, une croissance rapide est susceptible d'être associée à des chaînes d'approvisionnement plus complexes et plus étendues, avec un recours croissant à des prestataires de services externes, une expansion dans des lieux peu familiers et le recrutement accéléré de nouveaux employés. Les partenaires locaux peuvent manquer de capacités de conformité et d'expertise, qui sont apportées



*Les enjeux liés à la gouvernance dans le secteur des énergies renouvelables sont les mêmes que dans les autres secteurs, sauf que les acteurs sont assez différents. En termes de gouvernance, les acteurs plus petits manquent encore de maturité. Cela augmente les risques, selon la vitesse d'expansion.»*

*– Expert en politique<sup>23</sup>*

23 Participant à l'étude Q (expert en politique), entretien du 21 septembre 2023.

par des partenaires plus importants, ce qui amplifie les risques.<sup>24</sup> Ces dynamiques rendent difficile le respect effectif et la préservation d'une culture d'intégrité à court terme, même si les ressources et les capacités pour la mise en œuvre de ces fonctions augmentent considérablement à moyen terme.<sup>25</sup>

- Au niveau sectoriel, une expansion rapide amplifie la concurrence et donc la possibilité de goulets d'étranglement dans l'approvisionnement en intrants essentiels.<sup>26</sup> Une fois que la production d'énergies renouvelables dans un pays a atteint une échelle substantielle, les principaux acteurs du secteur commenceront également à nouer des relations commerciales avec des clients industriels à grande échelle et à forte intensité énergétique, ainsi qu'avec de plus grands services publics. Dans certaines régions, bon nombre de ces clients acheteurs d'électricité en volume important ou de gros appartient à l'État, et plusieurs d'entre eux ont démontré de faibles performances en matière de gestion des risques de corruption. Satisfaire les besoins de ces nouveaux clients importants nécessitera un surcroît d'attention et de diligence raisonnable.<sup>27</sup>
- Au niveau national, un secteur des énergies renouvelables en expansion rapide et doté d'un poids économique important et croissant peut devenir vulnérable à la grande corruption. L'augmentation des profits pourrait entraîner un risque de ponctions systématiques d'argent par des hauts responsables à titre de rentes personnelles, et les institutions gouvernementales peuvent être cooptées en vue de faciliter des pratiques illicites.

Les sections suivantes donnent un aperçu de l'éventail des risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité qui sont particulièrement pertinents pour le secteur des énergies renouvelables. Ils se concentrent sur trois domaines spécifiques : (1) les lacunes institutionnelles et réglementaires pouvant conduire à des irrégularités dans l'octroi de licences, les programmes de subventions et les négociations de contrats ; (2) l'insuffisance de l'engagement communautaire, qui comprend des violations dans l'acquisition de terres, les pratiques de consultation et les avantages communautaires ; et (3) les risques de mise en œuvre des projets et des opérations, qui peuvent conduire à des irrégularités dans la passation de marchés, ainsi qu'à des fraudes et à des goulets d'étranglement dans la connectivité au réseau.

## 2.1 Lacunes institutionnelles et réglementaires

### Incertitude réglementaire et accaparement politique

Les technologies des énergies renouvelables sont souvent confrontées à des défis en raison du manque de règles et de réglementations claires dans le paysage institutionnel et réglementaire. Le développement du secteur en étant encore à ses prémices dans de nombreux pays, des règles et cadres réglementaires applicables ne sont souvent pas encore en place. En outre, les capacités institutionnelles et l'expertise peuvent être



*Chaque fois qu'une faction prend une décision, les autres s'efforcent de la bloquer.»*

*– Un représentant de l'industrie<sup>28</sup>*



*Un renforcement de la coordination et de la cohérence entre les industries des énergies renouvelables permettrait d'identifier les objectifs du secteur, ainsi que les domaines dans lesquels la transparence est plus que jamais nécessaire.»*

*– Un représentant de l'industrie<sup>30</sup>*

24 Participant à l'étude E (représentant de l'industrie), entretien du 21 juin 2023.

25 Ramaswamy, V., Ueng, C. J. et Carl, L. (2008). Corporate governance characteristics of growth companies: An empirical study. *Academy of Strategic Management Journal* 7, 21-33. Extrait de <https://api.semanticscholar.org/CorpusID:167163860>.

26 ITIE (2022). *Mission critique : renforcement de la gouvernance des chaînes de valeur des minéraux pour la transition énergétique*.

27 Walsh, J. et al. (9 juillet 2020). FCPA Risks for Renewable Energy in Latin America. *Programme on Corporate Compliance and Enforcement at New York University School of Law*. Extrait de [https://wp.nyu.edu/compliance\\_enforcement/2020/07/09/fcpa-risks-for-renewable-energy-in-latin-america/](https://wp.nyu.edu/compliance_enforcement/2020/07/09/fcpa-risks-for-renewable-energy-in-latin-america/).

28 Citation de Todman, W. et Yousef, L. (2023). *Powering Recovery: Reform, Reconstruction, and Renewables in Conflict-Affected States in the Arab World*. Center for Strategic & International Studies. Extrait de <https://www.csis.org/analysis/powering-recovery-reform-reconstruction-and-renewables-conflict-affected-states-arab-world>.

29 Participant à l'étude L (représentant de l'industrie), entretien du 6 juillet 2023.

limitées, le personnel chargé de la réglementation et de l'application des lois manquant d'expérience, même dans certains des pays les plus avancés en matière de transition. L'établissement de la répartition des compétences entre les organismes publics reste souvent une question irrésolue et parfois controversée.<sup>30</sup> Il est difficile de surmonter ces lacunes et incertitudes réglementaires, et la tentation de prendre des raccourcis et d'influencer indûment les processus bureaucratiques peut être forte.

Par exemple, au Liban, les marchés non réglementés d'installations solaires ont conduit à l'arrivée de fournisseurs utilisant des équipements d'occasion de qualité inférieure. Cela a suscité des inquiétudes concernant les taux élevés de pannes d'équipement et la perte de confiance de l'opinion publique dans les installations solaires résidentielles.<sup>31</sup> Au Bangladesh, l'examen d'un projet de réverbères solaires a révélé un manque de supervision, des ingérences politiques et une surfacturation. Ces facteurs ont gonflé les coûts du projet de 28 à 70 % et nuï à son efficacité.<sup>32</sup>

## ENCADRÉ 1

### Trop proche pour inspirer confiance ? Gérer les conflits d'intérêts dans la gestion de la transition énergétique en Allemagne

En 2021, l'Allemagne a formé un gouvernement de coalition tripartite avec l'ambition d'accélérer la transition énergétique. Elle a créé un nouveau super ministère, dirigé par un membre éminent du parti des Verts, pour mener ces efforts et mettre en œuvre des réformes dans divers secteurs. Malgré sa capacité et son expertise solides en matière de transition, le gouvernement allemand a peiné à se doter de la capacité administrative nécessaire pour faire avancer son programme politique. Cela a entraîné des conflits d'intérêts du fait de relations non révélées entre les personnalités clés responsables des nominations et des budgets. À la mi-2023, des articles dans les médias ont fait état d'une mauvaise gestion des relations entre de hauts fonctionnaires et des candidats à un emploi ou des bénéficiaires de subventions, à commencer par l'incident « Causa Graichen », impliquant un haut fonctionnaire, Patrick Graichen. Cet incident a donné lieu à des enquêtes sur des relations similaires entre de hauts fonctionnaires chargés de la transition énergétique et la communauté de recherche et de plaidoyer écologiques. Cet incident a mis en lumière l'existence d'un réseau étroitement connecté de responsables politiques et d'experts en matière d'énergies renouvelables, même dans un grand pays ayant déjà commencé sa transition. Les révélations de journalistes d'investigation et la découverte d'ingérences indues et de violations des règles ont suscité un tollé général et ont par la suite érodé la confiance dans la gestion de la transition énergétique par le gouvernement.<sup>33</sup>

30 Ayoub, M., McCulloch, N. et Otayek, M. (2022). What drives solar energy development? Evidence from Lebanon, Jordan, and Yemen. Extrait de <https://www.thepolicypractice.com/what-drives-solar-energy-development> ; Ahmad, A., McCulloch, N., Al-Masri, M. et Ayoub, M. (2022). From dysfunctional to functional corruption: The politics of reform in Lebanon's electricity sector. *Energy Research & Social Science*, 86. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.102399>.

31 Todman, W. et Yousef, L. (2023). *Powering Recovery: Reform, Reconstruction, and Renewables in Conflict-Affected States in the Arab World*.

32 Iftekhazzaman et al. (2020). Climate Change Mitigation Finance and Project Implementation in Bangladesh: Governance Challenges and Way Forwards. Transparency International Bangladesh. <http://dx.doi.org/10.13140/RG.2.2.15751.11681>.

33 Rückzug von Habecks Staatssekretär: Wie die Graichen-Affäre ins Rollen kam (17 mai 2023). *Der Spiegel*. Extrait de <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/patrick-graichen-wie-die-afaere-ins-rollen-kam-a-119c2a4d-a64f-4448-aa4c-49f5f8522d7a>.

## Collusion, favoritisme et autres problèmes d'intégrité dans les octrois de licences et les enchères

La demande croissante de sources d'énergie à faibles émissions de carbone promeut le développement de nouveaux projets d'énergies renouvelables dans de nombreux pays. Les processus associés dans les octrois de licences et de contrats peuvent être vulnérables à la corruption. Dans de nombreux pays, les octrois de projets et les niveaux de subventions associés, ainsi que les engagements de livraison, sont attribués par le biais d'enchères. À première vue, celles-ci peuvent réduire les risques d'atteinte à l'intégrité et améliorer les résultats par rapport à d'autres mécanismes de mise en œuvre dans des contextes institutionnels faibles, comme l'a constaté une étude comparative sur ces formats d'enchères des énergies renouvelables dans près de 100 pays.<sup>34</sup> L'une des raisons possibles de cette constatation pourrait être le fait que des enchères bien conçues dans d'autres contextes réduisent le pouvoir discrétionnaire des responsables des passations de marché potentiellement corrompus.<sup>35</sup>

Pourtant, les enchères dans le secteur des énergies renouvelables soulèvent également des problèmes d'intégrité particuliers. Lorsqu'un nombre relativement restreint de promoteurs expérimentés et de grande envergure soumissionnent pour des projets et des contrats dans différentes zones géographiques, le risque que ces acteurs prennent des dispositions pour diviser le marché et manipuler les offres est élevé. Cette pratique a été observée en France et, par la suite, trois entreprises d'énergie renouvelable ont reçu des amendes.<sup>36</sup>

L'opacité des structures de propriété des entreprises peut accroître les risques d'atteinte à l'intégrité durant le processus d'enchères, car les liens exclusifs et anticoncurrentiels entre les enchérisseurs ou les conflits d'intérêts des organisateurs d'enchères sont difficiles à détecter. Le manque de transparence de la propriété dans les enchères a par exemple été identifié comme un problème pour l'Italie et l'Afrique du Sud, tandis que le Brésil applique de bonnes pratiques en publiant un registre détaillé des entreprises et des structures de propriété<sup>37</sup> et que le pays a réussi à renforcer la concurrence sur son marché des enchères d'énergie éolienne, la part de marché cumulée détenue par les cinq plus grands promoteurs étant passé de 60 % en 2009 à 37 % en 2015.<sup>38</sup> Des fraudes potentielles aux subventions et des collusions avec des fonctionnaires sont également possibles lorsque les progrès de la mise en œuvre ne font pas l'objet d'un suivi approprié, ce qui a été le cas en France, en Italie et en Afrique du Sud. Une fois de plus, le Brésil se démarque comme un exemple de bonne pratique avec la publication de rapports mensuels sur l'état d'avancement des projets.<sup>39</sup>

L'urgence d'accélérer les efforts de décarbonation et d'élaborer de nouveaux projets d'énergies renouvelables peut également inciter les autorités gouvernementales à accélérer les processus d'octroi de licences et de permis. Elles peuvent exercer des pouvoirs spéciaux d'expropriation pour accélérer l'acquisition de terres, la consultation des parties prenantes ou les études d'impact.<sup>40</sup> Il est difficile de s'assurer que ces



*L'opacité des structures de propriété des entreprises peut accroître les risques d'atteinte à l'intégrité durant le processus d'enchères*

34 Clay, P.M., Börner, J. et Sellare, J. (2023). Institutional and macroeconomic stability mediate the effect of auctions on renewable energy capacity. *Energy Policy* 180(113685). <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2023.113685>.

35 Baldi, S. et al. (2016). To bid or not to bid: That is the question: Public procurement, project complexity and corruption. *European Journal of Political Economy* 43, 89-106. <https://doi.org/10.1016/j.ejpeleco.2016.04.002>.

36 Rahman, K. (2020). Anti-corruption in the renewable energy sector, CMI U4 Anti-Corruption Resource Centre. Extrait de <https://www.u4.no/publications/anti-corruption-in-the-renewable-energy-sector#potential-forms-of-corruption-in-the-renewables-sector>.

37 Bayer, B., Schäuble, D. et Ferrari, M. (2018). International experiences with tender procedures for renewable energy – A comparison of current developments in Brazil, France, Italy and South Africa. *Renewable and Sustainable Energy Reviews* 95, 305-27. <https://doi.org/10.1016/j.rser.2018.06.066>.

38 Bayer, B. (2018). Experience with auctions for wind power in Brazil. *Renewable and Sustainable Energy Reviews* 81, 264-58. <https://doi.org/10.1016/j.rser.2017.06.070>.

39 Bayer, B., Schäuble, D. et Ferrari, M. (2018). International experiences with tender procedures for renewable energy – A comparison of current developments in Brazil, France, Italy and South Africa.

40 Participant à l'étude B (représentant de l'industrie) entretien du 21 juin 2023.



PHOTO : JOSE LUIS STEPHENS / SHUTTERSTOCK

Vue aérienne d'un parc éolien dans le désert d'Atacama au Chili.

pouvoirs sont utilisés de manière circonspecte et responsable. La Section 2.2 sur l'insuffisance de l'engagement communautaire décrit certains des principaux risques associés à des mécanismes médiocres de consultation des parties prenantes.

## ENCADRÉ 2

### Risque entrepreneurial et connexion au réseau en Afrique subsaharienne

Les expériences de pays d'Afrique subsaharienne comme le Kenya, l'Afrique du Sud et la Zambie démontrent que la corruption institutionnalisée et systémique présente de graves risques pour les initiatives d'énergies renouvelables, en particulier lorsqu'il existe des problèmes d'intégrité dans les pratiques de passation des marchés publics, les dépenses publiques, ainsi que le régime foncier et les acquisitions. Par exemple, l'Afrique du Sud devrait contribuer à environ 68 % de la capacité totale d'énergie renouvelable en Afrique subsaharienne d'ici 2023.<sup>41</sup> Cependant, son principal service public d'électricité, Eskom, chargé de superviser la transition énergétique, est depuis longtemps aux prises avec des allégations de mauvaise gestion et de corruption.<sup>42</sup> L'ancien PDG d'Eskom, André Marinus De Ruyter, a affirmé que l'entreprise perdait environ 50 millions de dollars US par mois à cause du vol et de la corruption.<sup>43</sup> Les processus d'appel d'offres ont conduit au favoritisme dans l'attribution des contrats, ainsi qu'à la collusion et à la manipulation des fiducies communautaires. Face à ces défis, le gouvernement devrait recevoir 8,5 milliards de dollars US de prêts et de subventions de la part de pays riches pour financer des projets tels que les énergies renouvelables, les lignes électriques, la production de véhicules électriques et l'hydrogène vert.

La Zambie, quant à elle, dépend de l'hydroélectricité pour 85 % de son électricité. Pourtant, les impacts des sécheresses provoquées par le changement climatique ont paralysé la production d'électricité, réduisant la capacité à moins de 40 %.<sup>44</sup> Bien que la Zambie possède un potentiel substantiel en matière d'énergie solaire et éolienne, très peu d'installations à grande échelle de ce type ont vu le jour. À l'instar de la situation de l'Afrique du Sud, le principal service public d'électricité de la Zambie, ZESCO, est aux prises avec une mauvaise gestion et la corruption, ces problèmes étant exacerbés par le manque de transparence et l'absence prolongée d'audits. Les allégations de corruption bureaucratique et d'évasion fiscale compromettent encore davantage le succès des projets d'énergies renouvelables en ébranlant la confiance de l'opinion publique et en suscitant l'hostilité des communautés.<sup>45</sup> Malgré ces défis, ZESCO devrait recevoir 3 milliards de dollars US pour mettre en œuvre des initiatives d'énergie propre dans le cadre du Pacte de croissance verte entre le Royaume-Uni et la Zambie,<sup>46</sup> ainsi que 2 milliards de dollars US supplémentaires de la part des Émirats arabes unis pour des projets solaires.<sup>47</sup>

- 41 Oluwole, V. (21 juin 2023). South Africa and Kenya lead renewable energy growth in Sub-Saharan Africa. *Business Insider Africa*. Extrait de <https://africa.businessinsider.com/local/markets/south-africa-and-kenya-lead-renewable-energy-growth-in-sub-saharan-africa/kqmqd8z>.
- 42 Furchtgott-Roth, D. (11 janvier 2023). Corrupt Power Sector Strangles South Africa. *Forbes*. Extrait de <https://www.forbes.com/sites/dianafurchtgott-roth/2023/01/11/corrupt-power-sector-strangles-south-africa/>.
- 43 Lo, J. (27 février 2023). South Africa tried to weaken corruption safeguards in coal phase out, says CEO. *Climate Home News*. Extrait de <https://www.climatechangenews.com/2023/02/27/south-africa-tried-weaken-energy-transition-deals-corruption-safeguards-says-ceo/>.
- 44 Sparkman, M. et Tobin, W. (28 mars 2023). Country spotlight: Unlocking a high-energy future for Zambia. Atlantic Council. Extrait de <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/energysource/country-spotlight-unlocking-a-high-energy-future-for-zambia/>.
- 45 O'Brien, K. et Hinfelaar, M. (2022). Zambia's anti-corruption regime 2001-2021 in the renewable energy sector: A legal and political economy analysis. U4 Issue 2022:2. U4 Anti-Corruption Resource Centre. Extrait de <https://www.u4.no/publications/zambias-anti-corruption-regime-2001-2021-in-the-renewable-energy-sector-a-legal-and-political-economy-analysis.pdf>.
- 46 Smout, A. (2 août 2023). Britain agrees deals on clean energy, critical minerals with Zambia. *Reuters*. Extrait de <https://www.reuters.com/world/britain-agrees-deals-clean-energy-critical-minerals-with-zambia-2023-08-02/>.
- 47 Miridzhanian, A. (17 janvier 2023). Zambia, UAE to develop \$2 billion solar projects. *Reuters*. Extrait de <https://www.reuters.com/business/energy/zambia-uae-develop-2-billion-solar-projects-2023-01-17/>.

## Abus des programmes de subventions

Aux fins de l'expansion rapide des énergies renouvelables, et tout en utilisant la politique industrielle à l'appui de l'innovation verte et de l'autonomie stratégique, de nombreux pays industrialisés ont lancé d'importants programmes de subventions. Pourtant, l'expérience des autorités publiques dans la gestion de tels programmes est souvent limitée. Les systèmes de subventions opaques peuvent être vulnérables au favoritisme et à l'accaparement des entreprises. Un risque particulier concerne le fait que les entreprises utilisent des lobbyistes pour influencer les critères d'admissibilité et les règles de décaissement d'une manière qui leur est indûment favorable, mais qui ne maximise pas les avantages publics et climatiques.

Par exemple, divers programmes américains de subventions aux énergies renouvelables totalisant plus de 800 milliards de dollars US sont perçus comme étant devenus une cible pour le lobbying et les groupes d'intérêts spéciaux au cours des deux dernières décennies, ce qui a incité un membre de lobby à reconnaître qu'«il y a de quoi faire pour beaucoup de personnes».<sup>48</sup> Au Kenya, des programmes de subventions mal définis ou trop bureaucratiques ont également été identifiés comme menacés par une utilisation abusive et la recherche de rentes.<sup>49</sup> En Irak, de tels programmes auraient encouragé les banques (fonctionnant à titre d'intermédiaires financiers) à créer des entreprises d'énergie solaire sans aucune qualification ou expérience pertinente, détournant ainsi les prêts destinés aux projets d'énergies renouvelables.<sup>50</sup>

Les régimes de subventions ont également été exposés à des abus par le crime organisé. Par exemple, certains éléments factuels d'Italie montrent la manière dont des organisations criminelles ont tiré parti des mesures incitatives pour la production d'énergie éolienne, ce qui a donné lieu à des enquêtes sur des suspicions de collusion entre des fonctionnaires locaux, des entrepreneurs et des groupements criminels.<sup>51</sup>

## Déséquilibres dans les négociations des contrats

Les projets d'énergies renouvelables s'étendent sur de longues périodes et nécessitent des accords juridiques complexes pour garantir la prévisibilité des coûts et des rendements financiers. Il s'agit de compenser la volatilité des prix des intrants et l'incertitude du marché. Ces arrangements contractuels complexes incluent des transferts de responsabilité légale, des accords d'achat anticipé ou des systèmes de rachat garantis portant loin dans le futur.

Ces dynamiques présentent deux défis spécifiques en matière de corruption. Des promoteurs avisés dotés d'équipes juridiques solides pourraient exploiter des bureaucrates inexpérimentés pour obtenir des conditions qui les avantagent de manière disproportionnée, imposant des coûts élevés et d'importantes responsabilités publiques aux générations futures du pays hôte.<sup>52</sup> À l'inverse, lorsque la faiblesse des cadres institutionnels soulève des doutes quant à l'application future des contrats, même des processus d'appel d'offres transparents pourraient n'attirer que des soumissionnaires



*Les accords détournés avec les gouvernements faussent le marché des énergies renouvelables et font qu'il est difficile pour les petits acteurs de suivre les circuits habituels.»*

*– Un représentant de l'industrie<sup>52</sup>*

48 America's \$800bn climate splurge is feeding a new lobbying ecosystem (10 avril 2023). *The Economist*. Extrait de <https://www.economist.com/business/2023/04/10/americas-800bn-climate-splurge-is-feeding-a-new-lobbying-ecosystem>.

49 Boamah, F., Williams, D.A. et Afful, J. (2021). Justifiable energy injustices? Exploring institutionalised corruption and electricity sector "problem-solving" in Ghana and Kenya. *Energy Research & Social Science* 73(101914). <https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.101914>.

50 Todman, W. et Yousef, L. (2023). *Powering Recovery: Reform, Reconstruction, and Renewables in Conflict-Affected States in the Arab World*.

51 Deiana, C. et Geraci, A. (2021). Are wind turbines a mafia windfall? The unintended consequences of green incentives. *Regional Science and Urban Economics* 89 (103691). <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S016604622100051X>

52 Participant à l'étude P (représentant de l'industrie), entretien du 20 septembre 2023.

53 Participant à la recherche E (représentant de l'industrie), entretien du 21 juin 2023.

politiquement connectés, comme on l'a vu dans le secteur énergétique du Nigeria. Cela renforce le népotisme et le favoritisme, en agissant comme des mécanismes d'assurance informels pour la protection des investissements.<sup>54</sup>

## 2.2 Engagement communautaire insuffisant

### Violations des droits fonciers

Les projets d'énergies renouvelables à grande échelle, tels que les projets éoliens, solaires et hydroélectriques, nécessitent l'accès à de grandes quantités de terres, souvent dans des régions où la propriété foncière et les droits fonciers ne sont que partiellement formalisés, ponctués de revendications coutumières et souvent administrés par des agences sensibles à la corruption.<sup>55</sup> Les problèmes d'intégrité lors de l'acquisition de terres peuvent accroître le risque de violations des droits des communautés.

La production d'énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne et solaire, nécessite généralement plus de terres que les combustibles fossiles. Cette intensification de l'utilisation des terres est significative et peut être considérée comme un « étalement énergétique », qui est actuellement la principale cause des changements dans l'utilisation des terres aux États-Unis. En fait, on estime que les terres supplémentaires nécessaires à la transition énergétique sont d'une taille similaire à celles nécessaires à l'expansion des villes et au développement urbain à travers le monde.<sup>56</sup>

La concurrence locale pour l'obtention de terres se déroule souvent dans le contexte de régimes de gouvernance foncière qui sont vulnérables aux problèmes d'intégrité, en particulier dans l'administration foncière, le transfert et l'attribution des titres de propriété. Il existe également des défis liés à des processus d'expropriation et d'enrichissement illégaux, souvent exacerbés par des niveaux élevés d'informalité et la présence de régimes de propriété foncière coutumiers.<sup>57</sup> Il est particulièrement difficile de garantir l'accès aux terres pour les grands projets d'énergies renouvelables, ce qui implique souvent de combiner un grand nombre de petites parcelles, et cela expose les projets à des risques accrus de corruption.<sup>58</sup> Une préoccupation spécifique concerne le recours à des intermédiaires locaux qui négocient l'accès aux terres et consolident ces petites parcelles pour en faire de grandes propriétés foncières.<sup>59</sup> Cette dépendance à l'égard de courtiers locaux, qui œuvrent sans supervision et sont rémunérés à la performance, est répandue et constitue un risque important dans des environnements où les niveaux de corruption sont élevés.<sup>60</sup>



*Les problèmes d'intégrité lors de l'acquisition de terres peuvent accroître le risque de violations des droits des communautés*

54 Roy, P. et al. (2023). Breaking the cycle of corruption in Nigeria's electricity sector: Off-grid solutions for local enterprises. *Energy Research & Social Science* 101(103130). <https://doi.org/10.1016/j.erss.2023.103130>.

55 Gordon, E. (2018). The Politics of Renewable Energy in East Africa. *Oxford Institute for Energy Studies*. <https://doi.org/10.26889/9781784671181>.

56 Lovering, J. et al. (2022). Land-use intensity of electricity production and tomorrow's energy landscape. *PLOS ONE* 17, (7) (e0270155). <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0270155>.

57 Zúñiga, N. (2018). Land Corruption Topic Guide, Transparency International. Extrait de <https://knowledgehub.transparency.org/product/topic-guide-on-land-corruption>.

58 Participant à l'étude D (représentant de l'industrie), entretien du 27 avril 2023.

59 Participant à l'étude A (expert universitaire), entretien du 16 juillet 2023.

60 Atal, M. R., Trapnell, S. et Zinnbauer, D. (2022). Merchants of Integrity? Commodity Trading and Corruption Research for a World in Transition.



PHOTO : NELSON DAVID ALONSO CHARRY

Un dirigeant Wayúu participe à une réunion communautaire à La Guajira, en Colombie, dans le cadre du projet de l'ITIE « Engager les communautés dans une transition juste ». Les membres de la communauté ont exprimé leur intérêt pour des données mettant en évidence les impacts environnementaux et sociaux de la transition énergétique.

Ces développements ne sont pas inévitables et il existe des possibilités d'utilisation partagée des terres. Par exemple, il peut s'agir d'agrivoltaïsme, où des panneaux photovoltaïques sont installés sur des terres agricoles,<sup>61</sup> ou de parcs éoliens dans lesquels seulement 2 à 3 % de la superficie totale des terres est occupée par des installations.<sup>62</sup> Pourtant, la négociation d'accords équitables d'utilisation partagée avec les communautés locales dans le cadre de projets d'utilisation conjointe est tout aussi complexe<sup>63</sup> et se rattache directement aux préoccupations concernant la participation et l'engagement des communautés.

### Consultations manipulées et accaparées et accords sur les avantages communautaires

Les projets d'énergie renouvelable à grande échelle peuvent avoir un impact sur les habitants des communautés éloignées ou marginalisées. Comme dans d'autres secteurs économiques, les entreprises qui développent des projets ayant une forte présence au niveau local sont généralement tenues, par la réglementation, leurs engagements ou les attentes des investisseurs, de s'engager dans des consultations avec les parties prenantes, d'atténuer les impacts négatifs potentiels et d'apporter des avantages aux communautés touchées. Pourtant, ces arrangements et leur gestion responsable peuvent être vulnérables à la corruption et donner potentiellement lieu à des violations

61 Ritchie, H. (16 juin 2022). How does the land use of different electricity sources compare? *Our World in Data*. Extrait de <https://ourworldindata.org/land-use-per-energy-source>.

62 McKinsey (2023). Land: A crucial resource for Europe's energy transition. Extrait de <https://www.mckinsey.com/industries/electric-power-and-natural-gas/our-insights/land-a-crucial-resource-for-the-energy-transition>.

63 Participant à l'étude A (expert universitaire), entretien du 16 juillet 2023.

des droits des communautés. Ces problèmes sont particulièrement exacerbés dans les contextes où les entreprises d'énergies renouvelables interagissent avec des communautés marginalisées.

La consultation et le consentement éclairé peuvent être manipulés, symboliques ou n'impliquer que des contacts locaux sélectionnés qui ne représentent pas l'ensemble de la communauté. Les programmes d'avantages, notamment les dépenses sociales, le développement communautaire et les accords de copropriété, peuvent favoriser des groupes spécifiques ou être accaparés par des personnalités locales influentes. Il se peut que les préjudices environnementaux et sociaux ne soient pas résolus et que les besoins de développement local soient insuffisamment pris en compte. Dans certains cas, les promoteurs peuvent fermer les yeux sur le recours excessif à la force par le personnel de sécurité privé et public, notamment à l'encontre des défenseurs des droits humains et des lanceurs d'alerte. Les conséquences potentielles de cette gestion défectueuse se traduisent par de nombreux préjudices sociaux, environnementaux et économiques qui peuvent susciter la méfiance, des troubles et des violences au niveau local et finir par contraindre au blocage ou à l'abandon des projets de grande envergure. Un nombre croissant d'études de cas documentent de tels défis en Colombie,<sup>65</sup> au Guatemala,<sup>66</sup> au Kenya,<sup>67</sup> en Malaisie,<sup>68</sup> au Mexique,<sup>69</sup> en Afrique du Sud<sup>70</sup> et dans le Caucase.<sup>71</sup>



*Les modèles d'avantages communautaires peuvent générer des risques en matière de gouvernance, en particulier lorsqu'il existe un manque de transparence quant à savoir qui gère les dividendes et la manière dont ceux-ci sont distribués.»*

*– Un représentant de l'industrie<sup>64</sup>*

64 Participant à l'étude P (représentant de l'industrie) entretien du 20 septembre 2023.

65 González, D. (31 mai 2023). Wind farms divide Indigenous communities in Colombia. *Dialogo Chino*. Extrait de <https://dialogochino.net/en/climate-energy/368855-wind-farms-divide-indigenous-communities-in-colombia/>; Ramirez, J., Velázquez, D.A. et Vélez-Zapata, C. (2022). The Potential Role of Peace, Justice, and Strong Institutions in Colombia's Areas of Limited Statehood for Energy Diversification towards Governance in Energy Democracy. *Energy Policy* 168 (113135). <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2022.113135>.

66 Neslen, A. (26 mars 2015). 'Green' dam linked to killings of six indigenous people in Guatemala. *The Guardian*. Extrait de <https://www.theguardian.com/environment/2015/mar/26/santa-rita-green-dam-killings-indigenous-people-guatemala>.

67 International Work Group for Indigenous Affairs (2019). *The impact of renewable energy projects on indigenous communities in Kenya: The cases of the Lake Turkana Wind Power project and the Olkaria Geothermal Power plants*. Extrait de <https://www.iwgia.org/en/resources/publications/3535-the-impact-of-renewable-energy-project-on-indigenous-communities-in-kenya.html>; Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme (26 mai 2023). Kenya: Court declines to extend time for Lake Turkana Wind Power to agree land deal with community. Extrait de <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/kenya-lake-turkana-wind-power-land-to-revert-to-community-after-court-ruling/>.

68 Sovacool, B.K. (2021). Clean, low-carbon but corrupt? Examining corruption risks and solutions for the renewable energy sector in Mexico, Malaysia, Kenya and South Africa. *Energy Strategy Reviews* 38 (100723), 1-21. <https://papers.ssrn.com/abstract=3957999>.

69 Dunlap, A. et Arce, M.C. (2022). 'Murderous energy' in Oaxaca, Mexico: Wind factories, territorial struggle and social warfare. *The Journal of Peasant Studies* 49, n° 2, 455-80. <https://doi.org/10.1080/03066150.2020.1862090>; Ramirez, J. (2021). Contentious Dynamics Within the Social Turbulence of Environmental (In)Justice Surrounding Wind Energy Farms in Oaxaca, Mexico. *Journal of Business Ethics* 169, n° 3, 387-404. <https://doi.org/10.1007/s10551-019-04297-3>.

70 Lawrence, A. (2020). Energy decentralization in South Africa: Why past failure points to future success. *Renewable and Sustainable Energy Reviews* 120 (109659). <https://doi.org/10.1016/j.rser.2019.109659>.

71 Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme (2022). *Drying up: Tracking the environmental and human rights harms caused by hydropower in the Caucasus and Central Asia*. Extrait de <https://www.business-humanrights.org/en/from-us/briefings/drying-up-tracking-the-environmental-and-human-rights-harms-caused-by-hydropower-in-the-caucasus-and-central-asia/>.

## ENCADRÉ 3

## Engagement communautaire ou préjudice communautaire? Les parcs éoliens en Amérique latine

L'Amérique latine a le potentiel d'augmenter sa capacité d'énergie solaire et éolienne à échelle commerciale de plus de 460 % si les projets prévus sont achevés d'ici 2030.<sup>72</sup> Les parcs éoliens, notamment, sont devenus importants pour la transition de la région vers des sources d'énergie plus propres. Cependant, ces projets ont eu des difficultés à garantir qu'ils présentaient des avantages pour les communautés locales et respectaient l'environnement. De nombreux parcs éoliens sont situés dans des zones rurales où vivent des communautés très solidaires, souvent autochtones et mal desservies. Il est possible que ces communautés ne connaissent pas les modèles économiques courants dans le secteur des énergies renouvelables.

À La Guajira, une région désertique reculée de la côte caraïbe de la Colombie, les parcs éoliens ont été considérés comme essentiels à la transition énergétique du pays. Ils siègent sur les terres ancestrales du peuple Wayúu, une communauté autochtone qui a connu sa part d'exploitation des ressources. Une mine de charbon a été ouverte sur ses terres il y a 30 ans et Glencore, géant du commerce des matières premières, l'a récemment achetée pour 588 millions de dollars US. La mine a fait face à des allégations de déplacement et de perturbation des écosystèmes.<sup>73</sup> Les Wayúu ont tiré si peu d'avantages économiques de la mine que la Cour constitutionnelle colombienne a conclu en 2017 que leur pauvreté et leurs privations constituaient une grave violation de leurs droits humains fondamentaux.

Ces antécédents de problèmes posés par l'industrie du charbon affectent la manière dont ces communautés perçoivent le secteur des énergies renouvelables. Même si la législation exige le consentement éclairé des communautés touchées par des projets énergétiques, certaines parties prenantes affirment que les consultations sur les parcs éoliens sont expédiées et que peu d'informations sont fournies. Elles affirment également que les signatures sont obtenues grâce à de petits « cadeaux » comme de la nourriture ou des fournitures scolaires.<sup>74</sup> Les Wayúu ne croient pas que les projets d'énergies renouvelables auront un impact différent de celui de l'industrie minière par le passé. L'opposition de la communauté et les manifestations contre le développement du parc éolien de Windpeshi ont entraîné la suspension pour une durée indéterminée des activités d'Enel Colombia, entreprise énergétique multinationale qui envisage de construire l'un des plus grands projets d'énergie renouvelable du pays.<sup>75</sup>

Ailleurs en Amérique latine, les communautés ont réussi à repousser les promoteurs de projets sur la base d'allégations de consultations et d'avantages communautaires inadéquats. Par exemple, en 2022, la Commission fédérale de l'électricité du Mexique s'est prononcée en faveur de la communauté autochtone zapotèque, estimant qu'Électricité de France (EDF), service public détenu majoritairement par le gouvernement français, n'avait pas procédé à un processus de diligence raisonnable adéquat en matière de droits humains. Cette commission a ensuite annulé les contrats qui devaient permettre aux parcs éoliens de fournir de l'électricité au réseau national, entraînant une perte de près de 350 millions de dollars US.<sup>76</sup>

72 Bauer, S., O'Malia, K., Prasad, S., Clark, G. et Behrsin, I. (2023). *A Race to the Top: Latin America 2023*. Global Energy Monitor. Extrait de [https://globalenergymonitor.org/wp-content/uploads/2023/03/GEM-LATAM-report\\_v8.pdf](https://globalenergymonitor.org/wp-content/uploads/2023/03/GEM-LATAM-report_v8.pdf).

73 Denina, C. (30 juin 2021). Glencore acuerda comprar a BHP y Anglo American participaciones en mina de carbón Cerrejón de Colombia. *Euronews*. Extrait de <https://es.euronews.com/next/2021/06/28/glencore-colombia>.

74 Rubiano, M.P. (2021). In Colombia, Indigenous Lands Are Ground Zero for a Wind Energy Boom. *YaleEnvironment360*. Extrait de <https://e360.yale.edu/features/in-colombia-indigenous-lands-are-ground-zero-for-a-wind-energy-boom>.

75 Bocanegra, N. (24 mai 2023). Enel suspends Colombia wind farm construction after years of protests. *Reuters*. Extrait de <https://www.reuters.com/business/energy/enel-suspends-colombia-wind-farm-construction-after-years-protests-2023-05-24/>.

76 Agrawal, H., El-Katiri, L., Muiruri, K. et Szoke-Burke, S. (2023). *Enabling a Just Transition: Protecting Human Rights in Renewable Energy Projects: A Briefing for Policymakers*. Columbia Center on Sustainable Development. Extrait de <https://ccsi.columbia.edu/content/enabling-just-transition-protecting-human-rights-renewable-energy-projects>.

## 2.3 Risques de mise en œuvre des projets et des opérations

### Ingérence politique dans l'achat de biens et de services

Dans des contextes de gouvernance faible, il a été observé que le népotisme, le favoritisme et les conflits d'intérêts affectaient les opérations de passation des marchés pour les projets d'énergies renouvelables. Cela a été constaté lors d'un examen mené dans 20 pays africains sur des projets ayant échoué.<sup>77</sup> Un manque généralisé de transparence concernant la propriété et les avantages associés aux prestataires de services locaux travaillant avec des promoteurs d'énergies vertes exacerbe encore les conflits d'intérêts et autres risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité.<sup>78</sup> Comme l'a souligné un promoteur d'énergies renouvelables, «l'attribution de contrats n'est pas fondée sur le mérite ni sur la compétence et la capacité à réaliser le projet. Elle repose plutôt sur des liens personnels».<sup>79</sup> Lorsque les gouvernements associent les prêts au développement vert ou les licences d'exploitation à des obligations d'achat local ou à la préférence accordée aux vendeurs locaux, comme c'est le cas dans certains pays d'Amérique latine, ces accords sont vulnérables à la pratique de recherche de rentes de la part des autorités locales.<sup>80</sup>

### Fraude et escroqueries commerciales

Même si les escroqueries sophistiquées et frauduleuses ne sont pas exclusives au secteur des énergies renouvelables, le paysage dynamique de ce secteur, caractérisé par des idées commerciales innovantes et des technologies non éprouvées, peut en faire un terreau fertile à la pensée grandiose et à l'esprit d'entreprise axé sur la médiatisation, sujet aux abus. Cette vulnérabilité est aggravée par la pression considérable exercée sur les décideurs politiques et les investisseurs pour identifier et contribuer à développer l'innovation dans le secteur.

Aux États-Unis, par exemple, une start-up a promis de construire de nouveaux systèmes électriques mobiles à énergie solaire, capables de remplacer les générateurs diesel très polluants. Cette entreprise a fait beaucoup parler d'elle dans les médias, obtenu un financement généreux de sources publiques et privées et attiré des clients commerciaux de premier plan. Alors que l'entreprise représentait un gage de succès, elle s'est finalement effondrée en 2018 lorsqu'il s'est avéré qu'il s'agissait d'une arnaque élaborée.<sup>82</sup>

De même, en Allemagne, un entrepreneur frauduleux du secteur de l'énergie éolienne a vendu des projets éoliens auprès d'investisseurs internationaux enthousiasmés par la transition verte de l'Allemagne. Pourtant, ces prétendus développements de parcs éoliens étaient entièrement fictifs et basés sur de faux documents, trompant même les investisseurs chevronnés. L'individu ayant orchestré ce stratagème a été reconnu coupable de fraude à grande échelle en 2022.<sup>83</sup>



*Les marchés des énergies renouvelables sont fragmentés, souvent plus petits que ceux des industries extractives, et commencent à des points différents selon les modèles économiques. Ce n'est pas un marché stable.»*

*– Un représentant de l'industrie<sup>81</sup>*

77 Ikejamba, E.C.X. et al. (2017). Failures & generic recommendations towards the sustainable management of renewable energy projects in Sub-Saharan Africa (Part 2 of 2). *Renewable Energy* 113, 639-47. <https://doi.org/10.1016/j.renene.2017.06.002>.

78 Participant à l'étude E (représentant de l'industrie), entretien du 21 juin 2023.

79 Citation extraite de Ikejamba, E.C.X. et al. (2017). Failures & generic recommendations towards the sustainable management of renewable energy projects in Sub-Saharan Africa (Part 2 of 2).

80 Walsh, J. et al. (9 juillet 2020). FCPA Risks for Renewable Energy in Latin America.

81 Participant à l'étude H (représentant de l'industrie), entretien du 19 juillet 2023.

82 Sabar, A. (8 mai 2023). The billion-dollar Ponzi scheme that hooked Warren Buffett and the U.S. Treasury. *The Atlantic*. Extrait de <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2023/06/dc-solar-power-ponzi-scheme-scandal/673782/>.

83 Erfundene Windpark-Projekte: Siebeneinhalb Jahre Haft für Holt (12 mai 2022). *NDR*. Extrait de [https://www.ndr.de/nachrichten/niedersachsen/osnabrueck\\_emsland/Erfundene-Windpark-Projekte-Siebeneinhalb-Jahre-Haft-fuer-Holt-windpark644.html](https://www.ndr.de/nachrichten/niedersachsen/osnabrueck_emsland/Erfundene-Windpark-Projekte-Siebeneinhalb-Jahre-Haft-fuer-Holt-windpark644.html); Gude, H. (4 décembre 2020). Der Hochstapler, der ganze Windparks erfand - und verkaufte. *Der Spiegel*. Extrait de <https://www.spiegel.de/panorama/emsland-der-hochstapler-der-ganze-windparks-erfand-und-verkauf-te-a-00000000-0002-0001-0000-000174316777>; Nagel L.M. et al. (13 mai 2022). Hendrik Holt; Statt viel Wind nur heiße Luft. *Handelsblatt*.



PHOTO : NICOLE MACHEROUX-DEVAULT / SHUTTERSTOCK

La centrale thermo-solaire Khi Solar One dans la région Cap-Nord en Afrique du Sud.

## ENCADRÉ 4

## L'hydrogène vert : un dossier spécial sur les risques de gouvernance et de corruption

Plus de 70 pays élaborent des stratégies relatives à l'hydrogène vert,<sup>84</sup> qui devrait jouer un rôle stratégique dans la décarbonation d'un certain nombre d'applications industrielles importantes. Ne produisant aucun déchet et 100 % renouvelable, l'hydrogène vert (GH2) est un carburant propre qui permet de stocker et d'utiliser de l'énergie provenant de sources renouvelables. On lui attribue un rôle majeur dans la réalisation des objectifs de transition énergétique. L'hydrogène vert présente plusieurs caractéristiques importantes qui méritent d'être relevées du point de vue de la gouvernance :

- **Défis de gouvernance dans les régions à fort potentiel** : les régions dotées d'un grand potentiel de production de GH2, notamment l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Océanie et l'Amérique du Sud, sont souvent aux prises avec d'importants problèmes de corruption et d'intégrité.<sup>85</sup> Sur les 20 plus grands projets de GH2 actuellement annoncés dans le monde, huit devraient se dérouler dans des pays enregistrant de faibles scores sur l'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International, qui donne une indication du niveau perçu de corruption dans le secteur public. Du fait des investissements massifs requis pour les installations de production de GH2, atteignant souvent des dizaines de milliards de dollars, ces projets sont particulièrement sensibles aux risques de corruption, tant du côté public que privé. Il devient impératif de garantir la transparence et la consultation des parties prenantes dans de tels contextes.<sup>86</sup>
- **Utilisation sélective du GH2 et risques d'accaparement politique** : la production de GH2 est un processus relativement inefficace qui consomme énormément d'énergie. Pour éviter une pression excessive sur des approvisionnements limités en énergie verte, de nombreux experts affirment que son utilisation doit strictement se limiter aux industries difficiles à décarboner (par ex. l'acier, les engrais) et aux transports lourds (par ex. les navires, les camions). Cependant, le respect de telles limitations peut s'avérer difficile et les risques d'accaparement politique sont élevés. Les grands acteurs traditionnels, tels que les constructeurs d'automobiles à moteur à combustion et les services publics de gaz, pourraient plaider en faveur d'applications reposant sur le GH2 à d'autres secteurs, ce qui leur permettrait de réutiliser leurs infrastructures et systèmes techniques existants. Comme l'a noté un observateur officiel du marché : « Il existe des risques bien connus de verrouillage carbone si les stratégies liées à l'hydrogène prolongent l'utilisation des combustibles fossiles et entravent l'efficacité énergétique et l'électrification ». <sup>87</sup>
- **Les défis de la corruption liée à l'eau** : la production de GH2 nécessite de grandes quantités d'eau, ce qui pose des défis potentiels de corruption dans les pays où le secteur de l'eau se caractérise déjà souvent par des pénuries et des problèmes d'intégrité au niveau local. Dans les régions arides ou semi-arides, les projets de GH2 peuvent exacerber les pénuries d'eau et potentiellement aggraver les systèmes de corruption existants, depuis des pratiques d'irrigation corrompues jusqu'à la collusion entre vendeurs privés et fonctionnaires.<sup>88</sup>

84 Munich Re (2022). *Securing the Power of Green Hydrogen*. Extrait de <https://www.munichre.com/en/solutions/for-industry-clients/green-hydrogen.html>.

85 Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) (2022). *Géopolitique de la transformation énergétique : le facteur hydrogène*. Extrait de <https://www.irena.org/Publications/2022/Jan/Geopolitics-of-the-Energy-Transformation-Hydrogen-FR>.

86 Ackermann, M. et Contensou, C. (2023). La voie vers l'avenir prometteur du gaz naturel et de l'hydrogène vert de la Mauritanie. Extrait de <https://eiti.org/fr/blog-post/la-voie-vers-lavenir-prometteur-du-gaz-naturel-et-de-lhydrogene-vert-de-la-mauritanie>.

87 IRENA (2022). *Géopolitique de la transformation énergétique : le facteur hydrogène*.

88 Transparency International (2008). *Rapport mondial sur la corruption 2008 : la corruption dans le secteur de l'eau*. Extrait de <https://www.transparency.org/fr/publications/global-corruption-report-2008-corruption-in-the-water-sector>.

- **Intégrité et traçabilité du GH2** : il est impératif d'être en mesure de vérifier et de retracer l'origine et l'historique de production de certains approvisionnements en hydrogène pour valider sa qualité verte. Cependant, les systèmes de vérification et de traçage présentent des risques élevés de corruption, en particulier pour les produits marchands aux empreintes chimiques homogènes tels que l'hydrogène, qui sont presque impossibles à retracer une fois entrés dans les pipelines.

## Goulots d'étranglement dans la connectivité au réseau

La corruption prospère souvent dans des situations marquées par des goulots d'étranglement et des pénuries de ressources. À cet égard, les projets d'énergies renouvelables font face à un défi caractéristique : la connexion au réseau électrique. Les réseaux existants sont principalement construits autour de centrales électriques conventionnelles et sont donc mal équipés pour accueillir des projets d'énergie renouvelable dans des zones reculées. De plus, ces réseaux ne disposent souvent pas de la capacité d'absorber la demande accrue résultant de l'électrification de diverses applications énergétiques, telles que les véhicules électriques, les pompes à chaleur ou les technologies basées sur l'hydrogène. La capacité du réseau mondial doit doubler d'ici 2050, cependant les taux de croissance actuels sont à la traîne, ce qui entraîne de longues files d'attente et des retards pour les projets d'énergies renouvelables qui cherchent à se connecter au réseau.<sup>91</sup> En moyenne, les délais d'attente varient de deux à cinq ans, mais peuvent s'étendre jusqu'à dix ans dans certains contextes.<sup>92</sup>

La période prolongée de non-rentabilité des investissements de capitaux peut inciter les propriétaires d'entreprises à accélérer les connexions par des moyens douteux. Les fonctionnaires occupant des postes de pouvoir influents pourraient être tentés de demander des paiements annexes en échange d'un traitement préférentiel. Ce risque est particulièrement important lorsque ces postes sont occupés par des personnes détenant des intérêts personnels dans le maintien du statu quo de l'industrie des combustibles fossiles et qui peuvent imposer aux projets verts des coûts d'interconnexion compromettant la rentabilité de leurs opérations, comme cela a été observé en Afrique du Sud.<sup>93</sup> Même dans les situations où les files d'attente de connexion au réseau sont gérées de manière équitable, par exemple au travers d'enchères d'interconnexion, ces personnes peuvent retarder considérablement l'exécution des projets, créant par là même des problèmes d'intégrité potentiels. Si l'on rate une occasion de participer à une enchère d'interconnexion, il peut falloir attendre beaucoup plus longtemps jusqu'à la prochaine occasion, ce qui exerce une pression énorme sur les délais et les étapes de progression du projet.<sup>94</sup>



*Je ne connais aucun pays où le réseau ne constitue pas actuellement une forme d'obstacle à la transition énergétique.»*

*– Un représentant de l'industrie<sup>89</sup>*



*C'est un énorme problème, dans la mesure où je pense que nous pourrions doubler le rythme du déploiement mondial des énergies renouvelables si ces goulots d'étranglement n'existaient pas.»*

*– Un représentant de l'industrie<sup>90</sup>*

89 Citation extraite de Campbell, C. et Mooney, A. (11 juin 2023). Gridlock: How a Lack of Power Lines Will Delay the Age of Renewables. *Financial Times*. Extrait de <https://www.ft.com/content/a3be0c1a-15df-4970-810a-8b958608ca0f>.

90 Ibid.

91 A Power Grid Long Enough to Reach the Sun Is Key to the Climate Fight (8 mars 2023). *BloombergNEF*. Extrait de <https://about.bnef.com/blog/a-power-grid-long-enough-to-reach-the-sun-is-key-to-the-climate-fight/>.

92 Campbell, C. et Mooney, A. (11 juin 2023). Gridlock: How a Lack of Power Lines Will Delay the Age of Renewables ; Hodson, H. (5 avril 2023). The Electric Grid Is about to Be Transformed. *The Economist*. Extrait de <https://www.economist.com/technology-quarterly/2023/04/05/the-electric-grid-is-about-to-be-transformed>.

93 Lawrence, A. (2020). Energy decentralization in South Africa: Why past failure points to future success. *Renewable and Sustainable Energy Reviews* 120 (109659). <https://doi.org/10.1016/j.rser.2019.109659>.

94 Participant à l'étude E (représentant de l'industrie) entretien du 21 juin 2023.

### 3. Normes de transparence et de redevabilité dans le secteur des énergies renouvelables

**DE NOUVEAUX ENSEMBLES DE NORMES** ou de critères promouvant des pratiques commerciales responsables dans le secteur des énergies renouvelables abordent les questions de gouvernance à des degrés divers, bien qu'aucune de ces normes ne soit explicitement formulée comme une norme de transparence ou de lutte contre la corruption. Elles ont tendance à se concentrer sur des sous-secteurs spécifiques plutôt que d'être appliquées à l'ensemble du secteur des énergies renouvelables. La raison à cela est que les normes sont principalement élaborées par des associations professionnelles souhaitant établir la pérennité de leurs opérations respectives.

Dans l'ensemble, peu de normes dans le secteur des énergies renouvelables traitent directement et de manière exhaustive de la transparence, de la lutte contre la corruption ou de la gouvernance. Parmi celles-ci figurent l'Indice de référence des énergies renouvelables par rapport aux droits de l'homme (2023) récemment mis à jour, la norme sur l'hydrogène vert (Green Hydrogen Standard) (2022) et la norme de durabilité de l'hydroélectricité (Hydropower Sustainability Standard) (2021), qui tous comportent des sections qui non seulement établissent des normes sur la transparence et les pratiques anti-corruption, mais qui expliquent également dans le détail les attentes à l'égard des entreprises. D'autres normes comportent des exigences de transparence plus générales et ne traitent pas spécifiquement de la divulgation de la propriété effective, des contrats, des impôts ou des subventions.

Les normes existantes dans le secteur des énergies renouvelables ont des objectifs et des approches distincts par rapport à l'application de l'ITIE dans les industries extractives. Les normes examinées dans la présente section se concentrent principalement sur l'évaluation et le renforcement de la performance industrielle de projets individuels ou au niveau de l'entreprise. En revanche, la Norme ITIE est mise en œuvre au niveau du pays et inclue des exigences de déclaration tant pour les gouvernements que pour les entreprises. La mise en œuvre de l'ITIE est supervisée par des structures de gouvernance formelles qui nécessitent une collaboration entre les entités gouvernementales, les parties prenantes de l'industrie et la société civile.



*Peu de normes dans le secteur des énergies renouvelables traitent directement et de manière exhaustive de la transparence, de la lutte contre la corruption ou de la gouvernance*

FIGURE 2

## Comparaison des normes de transparence et de redevabilité dans le secteur des énergies renouvelables

● Oui ● Partiel ● Non

	Green Hydrogen Standard	Hydropower Sustainability Standard	Solar Sustainability Best Practices Benchmark	Solar Supply Chain Traceability Protocol	Indice de référence des énergies renouvelables par rapport aux droits de l'homme
Divulgation de contrats et de licences	●	●	●	●	●
Engagement communautaire	●	●	●	●	●
Avantages communautaires	●	●	●	●	●
Impacts environnementaux et sociaux	●	●	●	●	●
Divulgation de la propriété effective	●	●	●	●	●
Divulgation des impôts et subventions	●	●	●	●	●
Politiques et pratiques anti-corruption	●	●	●	●	●
Diligence raisonnable de la chaîne d'approvisionnement	●	●	●	●	●

### 3.1 Green Hydrogen Standard

La Green Hydrogen Organisation (GH2) a lancé la norme Green Hydrogen Standard en mai 2022, afin de gérer les conséquences environnementales, sociales et de gouvernance de la production d'hydrogène vert. Les projets qui répondent à cette norme sont admissibles pour obtenir et échanger des certifications GH2 de l'origine de l'hydrogène vert et ses dérivés, tels que l'ammoniac vert. Cette norme repose sur la certification et l'accréditation au niveau du projet et suit sept principes décrivant les exigences de certification.

La section de la norme sur la gouvernance, la transparence et la redevabilité exige des opérateurs de projet qu'ils abordent la gestion des problèmes de conformité et de gouvernance externe (par ex. les déficits de capacités institutionnelles, les risques politiques, y compris les questions transfrontalières, ainsi que les risques de corruption dans le secteur public), et qu'ils s'engagent à adopter des processus d'approvisionnement équitables, transparents et responsables. En outre, l'accréditation et la certification GH2 exigent des opérateurs de projets qu'ils établissent des codes de conduite et des normes anti-corruption interdisant clairement les pots-de-vin et la corruption, y compris les paiements de facilitation aux fonctionnaires pour obtenir des services habituels. Ces normes doivent prévoir les obligations des employés et des prestataires et intégrer un système de diligence raisonnable basé sur les risques. Les opérateurs de projets sont encouragés à intégrer une conformité en termes de lutte contre la corruption dans les indicateurs clés de performance de leur entreprise, qui déterminent en fin de compte la rémunération des employés.

En matière de transparence, la Green Hydrogen Standard exige la divulgation publique d'informations clés sur la structure de l'entreprise, les conditions contractuelles liées au projet et les transactions financières avec le gouvernement, y compris les paiements. Elle encourage spécifiquement la transparence concernant la propriété effective, les contrats, ainsi que les impôts et subventions, et explique quelles sont les attentes.

### **3.2 Norme de durabilité de l'hydroélectricité (et protocole d'évaluation de la durabilité)**

La Norme de durabilité de l'hydroélectricité (Hydropower Sustainability Standard) est un programme de certification mondial lancé en 2021 par l'IHA (Association internationale de l'hydroélectricité) qui précise les attentes en matière de durabilité à l'égard des projets hydroélectriques à travers le monde. Elle couvre 12 thèmes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), notamment la biodiversité et les espèces envahissantes, les peuples autochtones, le patrimoine culturel et bien plus encore. Grâce à une évaluation des attentes fondamentales et avancées, l'outil Early Stage peut être utilisé dans l'évaluation des risques et le dialogue avant de passer à la planification détaillée. Les trois documents restants – Préparation, Mise en œuvre et Opération – présentent un éventail gradué de bonnes pratiques.

Les principes qui sous-tendent le protocole incluent la responsabilité sociale, la transparence et la redevabilité en tant que principes fondamentaux de durabilité, en établissant un lien explicite entre la gouvernance et la durabilité. La norme et le protocole restent l'approche la plus exhaustive en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption dans le secteur des énergies renouvelables, même s'ils manquent d'explications détaillées sur les attentes dans la pratique. La corruption est indirectement abordée aux sections portant sur le risque politique et la capacité institutionnelle dans le cadre des premières étapes de planification, de préparation et de mise en œuvre, ainsi que dans les normes opérationnelles liées à la gouvernance et à la passation des marchés. Les sections sur la gouvernance (comme ci-dessus) et les exigences de divulgation publique abordent plus directement la transparence à travers divers aspects de l'évaluation de la durabilité portant sur la stratégie, l'étude d'impact environnemental et social, les avantages du projet, la viabilité économique, la réinstallation et les peuples autochtones.

### **3.3 Indice de référence des meilleures pratiques en matière de durabilité solaire**

L'Indice de référence des meilleures pratiques en matière de durabilité solaire (Solar Sustainability Best Practices Benchmark), lancé en 2021 par l'association professionnelle SolarPower Europe, présente une série d'études de cas sur la durabilité et les meilleures pratiques couvrant la chaîne de valeur solaire. Son objectif consiste à identifier et à mettre en avant les pratiques de pointe en matière de durabilité dans l'industrie solaire photovoltaïque



PHOTO : GORAN SAFAREK / SHUTTERSTOCK

Centrale hydroélectrique  
à Mati, en Albanie.

(PV), en tant que références dans le secteur, à soutenir les performances de durabilité de l'ensemble du secteur photovoltaïque et à encourager un changement global durable. Cet indice de référence met fortement l'accent sur la transparence tout au long de la chaîne d'approvisionnement, allant au-delà des règles fondamentales de déclaration financière et de diversité en vue d'assurer un échange d'informations exhaustif. La lutte contre la corruption est abordée dans la section relative aux droits humains de l'indice de référence, qui prévoit spécifiquement que les entreprises doivent surveiller attentivement les pratiques de travail dans la chaîne d'approvisionnement, ainsi que les relations avec les communautés locales, notamment en adoptant une position proactive contre la corruption. Cependant, les attentes spécifiques dans ces domaines restent définies de manière trop imprécise.

### 3.4 Protocole de traçabilité de la chaîne d'approvisionnement solaire

Dérivé de l'engagement de responsabilité environnementale et sociale dans le secteur de l'énergie solaire pris par la Solar Energy Industry Association (SEIA), le protocole de traçabilité de la chaîne d'approvisionnement solaire (Solar Supply Chain Traceability Protocol) se concentre sur la garantie de transparence au sein de la chaîne d'approvisionnement solaire. Il affirme que les entreprises ont la responsabilité de veiller à ce que les normes sociales, environnementales et de qualité ne soient pas compromises par des décisions et activités liées à la traçabilité des produits. De toutes les normes du secteur des énergies renouvelables, ce protocole contient les explications les plus claires sur les attentes générales de transparence à l'égard des activités des entreprises, bien qu'il n'aborde pas tous les aspects de la transparence liés aux questions de lutte contre la corruption, telles que la propriété effective, les contrats, les impôts et les subventions.

Toutes les parties au sein de la chaîne d'approvisionnement qui adoptent le protocole doivent déployer des efforts raisonnables pour assurer un processus de contrôle préalable afin de garantir la transparence de la chaîne d'approvisionnement. Une organisation participante doit être transparente concernant :

- L'objet, la nature et l'emplacement de ses activités;
- La nature, l'origine et les caractéristiques des matières entrant dans la composition de ses produits;
- La manière dont les décisions sont prises, mises en œuvre et examinées, y compris la définition des rôles, des obligations, des responsabilités et des autorités au sein des différentes fonctions de l'organisation;
- Les normes et critères par rapport auxquels l'organisation évalue sa propre performance et celle de ses fournisseurs relativement à la transparence dans la chaîne d'approvisionnement;
- La performance sur des questions de transparence pertinentes et significatives;
- Les impacts connus et probables des décisions et activités de l'organisation sur ses parties prenantes; et
- Les critères et procédures utilisés pour les identifier, les sélectionner et les engager.

### **3.5 Indice de référence des énergies renouvelables par rapport aux droits de l'homme**

Élaboré par le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme en 2020 et mis à jour en 2023, l'Indice de référence des énergies renouvelables par rapport aux droits de l'homme évalue dans quelle mesure les grandes entreprises d'énergie renouvelable respectent les droits de l'homme dans les contextes où elles mènent leurs activités. Cet indice de référence évalue les entreprises par rapport à neuf indicateurs de risque en matière de droits humains, dont les droits relatifs aux communautés affectées, à la terre, à la sécurité, au travail, à l'inclusion, à la transparence et à la lutte contre la corruption. Il déploie également des indicateurs fondamentaux pour évaluer dans quelle mesure les entreprises s'acquittent de leurs responsabilités en vertu des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (PDNU).

Tout le contenu de l'indice a été adapté à partir de normes mondiales existantes. Ces normes sont notamment les suivantes : le Right Energy Partnership, l'IRENA, le Guide de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque, la Directive européenne sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement, la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers, l'ITIE, les Conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT), et la Méthodologie pour une transition juste de la World Benchmarking Alliance.

L'Indice de référence des énergies renouvelables comprend des normes générales en matière de diligence raisonnable et de signalement dans le cadre de la lutte contre la corruption. Cependant, il existe des critères distincts et spécifiques pour les promoteurs de projets et les fabricants d'éoliennes et de panneaux solaires concernant les paiements aux gouvernements et la transparence des contrats.

## ENCADRÉ 5

## Conduite responsable des entreprises dans le secteur des énergies renouvelables – une plateforme multipartite en devenir ?

L'Accord international sur la conduite responsable des entreprises (RBC) dans le secteur des énergies renouvelables est un partenariat multipartite parrainé par le gouvernement des Pays-Bas qui se focalise sur les chaînes de valeur des technologies des énergies renouvelables. Il repose sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et sur les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, qui sont considérés comme les normes internationales faisant autorité dans le domaine de la diligence raisonnable relativement aux droits humains et à l'environnement. Toute organisation du secteur privé ou public ou organisation de la société civile active dans le secteur de l'énergie éolienne et/ou solaire est autorisée à participer à cet Accord international RBC, y compris les entreprises, les associations professionnelles, les syndicats, les ONG, les institutions du savoir, le gouvernement des Pays-Bas et d'autres institutions (plateformes privées et pouvoirs adjudicateurs) actives dans l'approvisionnement et/ou l'offre de technologies d'énergies renouvelables. Les entreprises sans lien avec le marché néerlandais sont également les bienvenues.

L'Accord international RBC contient des engagements collectifs et individuels basés sur les normes de l'OCDE et de l'ONU. Les domaines prioritaires sont notamment les suivants :

- Soutenir et surveiller les actions individuelles des entreprises en matière de respect des droits humains et des normes environnementales conformément aux Principes directeurs de l'OCDE et du PDNU ;
- Entreprendre des projets collectifs pour accroître la transparence de la chaîne d'approvisionnement et faire face aux risques et aux impacts identifiés dans le cadre d'exercices de diligence raisonnable individuels et collectifs ;
- Encourager l'intégration de critères internationaux de conduite responsable des entreprises dans les processus d'appel d'offres et de passation de marchés concernant les technologies d'énergies renouvelables.

Le Secrétariat indépendant et le Groupe de travail sur la diligence raisonnable sont chargés d'élaborer le « Cadre d'évaluation de la diligence raisonnable dans le secteur des énergies renouvelables » qui servira à déterminer et évaluer la manière dont les entreprises mettent en œuvre les six étapes de diligence raisonnable décrites dans le Guide de l'OCDE. Le Secrétariat indépendant est également censé surveiller, évaluer et conseiller les entreprises individuelles sur leurs performances et leurs progrès en matière de diligence raisonnable.

Bien que cet accord constitue une avancée impressionnante pour encourager l'action multipartite visant à promouvoir une conduite responsable des entreprises dans le secteur des énergies renouvelables, il ne traite pas explicitement des risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité et n'appelle pas à la transparence dans des domaines tels que la propriété effective, les contrats ou les impôts et subventions. Il reste à voir comment ces questions seront abordées ou mises en œuvre dans la pratique.

# 4. Recommandations pour renforcer la transparence et la redevabilité dans le secteur des énergies renouvelables

**DANS LE CONTEXTE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE**, les risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité revêtent une importance accrue en raison des menaces existentielles que l'inaction fait peser sur le bien-être des générations futures. Dans ce contexte, le pouvoir légitime doit prendre en compte la confiance accordée à tous les principaux acteurs participant à la transition énergétique, qu'ils soient publics ou privés, pour exercer une gestion responsable.

Les acteurs des énergies renouvelables doivent respecter des normes d'intégrité exemplaires, d'autant plus que la transition énergétique est de plus en plus politisée et que toute allusion à la corruption ou à la mauvaise gestion peut semer le doute sur l'entreprise dans son ensemble. La transparence, la redevabilité et le dialogue peuvent contribuer à maximiser les opportunités et atténuer les risques. Les parties prenantes peuvent chacune jouer un rôle dans le renforcement de l'intégrité du secteur, selon les recommandations énoncées ci-dessous. Ces recommandations se concentrent sur la lutte contre les risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité en tant qu'élément essentiel de la performance plus générale du secteur en matière de gouvernance.



*La manière d'établir la confiance passe par la transparence – normes mondiales, validation externe, collaboration des parties prenantes.»*

*– Un représentant de l'industrie<sup>95</sup>*



## 4.1 Recommandations pour les entreprises d'énergie renouvelable

- 1. Cartographie complète des risques et diligence raisonnable :** Les entreprises d'énergie renouvelable doivent procéder régulièrement à des évaluations approfondies des risques tout au long de leurs chaînes de valeur, en tenant compte de tous les acteurs concernés. Cela comprend une analyse détaillée des risques potentiels de corruption et d'atteinte à l'intégrité à différents niveaux, local ou national. Cette approche doit englober des aspects tels que le recrutement local, les processus d'octroi de permis, l'approvisionnement en intrants, l'acquisition de terres et le rôle des intermédiaires et des autorités locales. Des évaluations des risques spécifiquement adaptées aux technologies renouvelables et à la mise en œuvre de projets peuvent contribuer à identifier de manière plus systématique les vulnérabilités à la corruption selon le contexte et à éclairer la prise de mesures efficaces pour atténuer les risques.
- 2. Intégrer la transparence dans les activités commerciales :** Les entreprises d'énergie renouvelable doivent divulguer publiquement les informations clés qui favorisent la compréhension de la gestion des énergies renouvelables, renforcent la gouvernance d'entreprise, réduisent les risques de corruption et de mauvaise gestion et encouragent une meilleure redevabilité dans l'ensemble des projets. Cela inclut la divulgation des informations sur la propriété effective et les paiements au gouvernement. Il s'agit également de soutenir les efforts du gouvernement en matière de divulgation des contrats, concessions, licences et permis, ainsi que des informations sur la manière dont ces accords ont été conclus. Dans les industries extractives, l'approbation de ce type de divulgations est désormais considérée comme une pratique courante.

95 Participant à l'étude H (représentant de l'industrie), entretien du 19 juillet 2023.

- 3. Soutenir un dialogue multipartite :** Les entreprises d'énergie renouvelable doivent s'engager à favoriser un dialogue multipartite inclusif pour promouvoir la durabilité, l'équité et la confiance concernant les résultats des projets, notamment les projets qui ont un impact sur le régime foncier et l'acquisition des terres. Même si les exigences en matière de consultation et de consentement visent à protéger les intérêts des communautés, elles sont souvent contournées, parfois en toute légalité. La collaboration multipartite peut contribuer à rétablir l'équilibre des pouvoirs, permettre la discussion sur l'ensemble du cycle de vie d'un projet et donner aux acteurs les moyens de se tenir mutuellement responsables selon des règles et codes de conduite établis. Les plateformes multipartites réduisent également le temps et les efforts nécessaires pour convaincre les communautés et les régulateurs que les projets répondent aux exigences ESG, et elles éliminent le recours à des tierces parties intermédiaires devenues source de corruption et de mauvaise gestion dans les industries extractives.<sup>97</sup> Les acteurs des énergies renouvelables doivent examiner les avantages des plateformes multipartites, tant aux niveaux local que national, en vue d'intégrer des systèmes d'intégrité dans leurs projets à même de soutenir la durabilité, l'efficacité et l'efficacité des projets.
- 4. Répondre aux préoccupations des parties prenantes :** Les entreprises doivent agir lorsque les parties prenantes soulèvent des préoccupations légitimes. Les mécanismes de gestion des griefs et la protection des lanceurs d'alerte peuvent renforcer et garantir la redevabilité.



*Le modèle multipartite est la seule voie à suivre. Les industries renouvelables ont besoin de confiance et de relations pour réussir.»*

*– Un représentant de l'industrie<sup>96</sup>*



## 4.2 Recommandations pour les gouvernements

- 5. Intégrer la transparence et la bonne gouvernance dans la gestion du secteur des énergies renouvelables :** Les gouvernements peuvent renforcer la transparence et la bonne gouvernance en s'engageant dans des processus transparents d'enchères, d'octroi de licences et de marchés publics et en divulguant des informations sur les contrats, les impôts et les subventions. Ils peuvent également contribuer à créer des conditions de concurrence équitables dans le secteur privé en obligeant les entreprises à divulguer des informations sur la propriété effective. Cet engagement doit s'accompagner de solides mécanismes de surveillance et de redevabilité, afin de garantir la mise en œuvre des projets d'énergie renouvelable de la manière la plus intégrée qui soit et conformément aux objectifs de durabilité.
- 6. Créer des espaces de dialogue multipartite :** À l'instar de l'approche multipartite qui sous-tend la mise en œuvre de l'ITIE dans les industries extractives, les gouvernements peuvent créer des espaces formels pour un dialogue multipartite inclusif dans le secteur des énergies renouvelables. Cette approche contribue à équilibrer les dynamiques de pouvoir, facilite les discussions sur les impacts et les risques des projets et du secteur et permet aux parties prenantes de se tenir mutuellement responsables selon des règles et des normes éthiques établies. Ceci est essentiel pour promouvoir la durabilité, l'équité et la confiance.
- 7. Faire respecter les mécanismes de redevabilité :** Les gouvernements doivent maintenir des systèmes efficaces de traitement des griefs et de protection des lanceurs d'alerte afin de renforcer la redevabilité. De manière plus générale, les gouvernements doivent prendre des mesures permettant de veiller à ce que la société civile, y compris les groupes représentant les communautés touchées par des projets d'énergie renouvelable, puisse agir sans retenue, coercition ou représailles.

<sup>96</sup> Participant à l'étude J (représentant de l'industrie), entretien du 21 juillet 2023.

<sup>97</sup> Atal, M.R., Trapnell, S. et Zinnbauer, D. (2022). Merchants of Integrity? Commodity Trading and Corruption Research for a World in Transition.



### 4.3 Recommandations pour les organisations de la société civile

- 8. Intégrer la transparence et la redevabilité dans les exigences politiques :** Les acteurs de la société civile travaillant dans le secteur des énergies renouvelables concentrent généralement leurs efforts sur les violations des droits humains et les préjudices causés aux communautés, car il est considéré que ces problèmes doivent être résolus en priorité. Cependant, la corruption et la faiblesse de la gouvernance dans les projets d'énergies renouvelables peuvent entraîner des conséquences qui nuisent aux communautés, ainsi que des risques importants à long terme. Au niveau national, les acteurs de la société civile peuvent plaider en faveur de règles de transparence obligatoires, d'exigences de déclaration et de normes éthiques pour le secteur des énergies renouvelables. Ils pourraient également envisager de réviser les exigences politiques qui concilient une redevabilité et une intégrité fortes avec la prise de mesures urgentes nécessaires à la réalisation des objectifs de transition énergétique.
- 9. Tirer parti de partenariats :** Les ONG internationales peuvent collaborer avec des organisations locales pour favoriser une meilleure compréhension de l'économie politique de systèmes énergétiques entiers. En recueillant des informations plus pertinentes, les acteurs de la société civile mondiale peuvent œuvrer à la refonte des réseaux d'intérêts personnels qui entravent les progrès en matière de transparence et de redevabilité, et travailler aux côtés de partenaires locaux pour accélérer les progrès. Les acteurs de la société civile à tous les niveaux et dans toutes les sphères d'activité pourraient travailler de concert pour tirer parti de leurs forces et expertises respectives. Au fur et à mesure de l'expansion du secteur des énergies renouvelables, diverses organisations pourraient aligner stratégiquement leurs efforts sur une vision à long terme en vue d'obtenir des résultats positifs.



### 4.4 Recommandations pour les donateurs et les partenaires au développement

- 10. Leadership dans le financement du développement vert :** Les donateurs et les partenaires de développement pourraient jouer un rôle de premier plan dans le financement de projets d'énergies renouvelables qui mettent l'accent sur la transparence et la bonne gouvernance. Les incitations financières fournies par la communauté internationale peuvent contribuer à créer des conditions de concurrence équitables en réduisant les fractures économiques et en favorisant les possibilités de croissance économique. Un tel soutien peut réduire les coûts et atténuer les risques politiques associés aux investissements verts, et il encourage des pratiques responsables.



### 4.5 Recommandations pour les groupes multipartites de l'ITIE

- 11. Élargissement de la déclaration de l'ITIE :** Les groupes multipartites de l'ITIE pourraient étudier la faisabilité d'un élargissement de la déclaration de l'ITIE, de manière à y inclure le secteur des énergies renouvelables, ce qui a déjà été initié dans certains pays.<sup>98</sup>

<sup>98</sup> Par exemple, la déclaration de l'ITIE de l'Albanie couvre le secteur hydroélectrique, y compris le cadre juridique et réglementaire, les chiffres de production, les recettes publiques et l'allocation des revenus aux autorités infranationales. La déclaration de l'ITIE de l'Allemagne fournit des informations contextuelles sur le secteur des énergies renouvelables du pays, notamment les tendances du marché, des détails sur les subventions, ainsi qu'une analyse des contributions économiques du secteur, y compris son impact sur l'emploi. En Mauritanie, l'ITIE a commandé une analyse sur le potentiel de revenus du secteur de l'hydrogène vert. En Colombie, l'ITIE a mis en œuvre un projet pilote pour comprendre l'impact des projets d'énergies renouvelables sur les communautés locales et dans quelle mesure ces communautés ont accès aux données et aux plateformes de dialogue.

La Norme ITIE 2023 comprend de nouvelles exigences en matière de divulgation et de débat public, qui renforcent sa pertinence dans le cadre de la transition énergétique.<sup>99</sup> Ces changements sont une réponse à l'évolution constante du besoin en termes de données, de divulgations et de dialogue à l'appui de la redevabilité et de la bonne gouvernance des ressources naturelles. L'un des moyens par lesquels les groupes multipartites de l'ITIE peuvent soutenir davantage la transition énergétique consiste à explorer la faisabilité d'un élargissement de la déclaration de l'ITIE au secteur des énergies renouvelables. Bien que toutes les exigences de déclaration de l'ITIE ne s'appliquent pas au secteur des énergies renouvelables, les principaux aspects dans les normes de transparence et de redevabilité mis en évidence dans la Figure 2 peuvent contribuer à faire la lumière sur les risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité dans le secteur des énergies renouvelables.

- 12. Inclusion des acteurs des énergies renouvelables :** En fonction du degré d'implantation du secteur des énergies renouvelables dans les pays mettant en œuvre l'ITIE, les groupes multipartites de l'ITIE pourraient envisager d'inclure les parties prenantes des énergies renouvelables dans leurs processus et plateformes de dialogue. Qu'elle soit incluse dans toutes les activités de l'ITIE ou qu'elle se présente sous forme de groupe d'intérêt spécial au sein du groupe multipartite de l'ITIE, la participation des acteurs des énergies renouvelables faciliterait le partage des connaissances sur les enseignements tirés de la déclaration de l'ITIE dans les secteurs pétrolier, gazier et minier. Cela pourrait également inciter à l'élaboration plus poussée de normes multipartites de transparence et de redevabilité pour le secteur des énergies renouvelables.



*Les enseignements tirés des coalitions multipartites du secteur extractif sont importants pour la durabilité du secteur des énergies renouvelables. Les nouvelles start-up commettent les mêmes erreurs que celles que ferait une société minière.»*

*– Un représentant de l'industrie<sup>100</sup>*



#### 4.6 Recommandations pour le Conseil d'administration international de l'ITIE

- 13. Partage des enseignements :** Au niveau mondial, l'ITIE pourrait explorer les possibilités de partager les enseignements sur la manière de faire progresser la transparence et le dialogue multipartite entre les industries extractives et le secteur des énergies renouvelables. Ces efforts pourraient être menés en étroite collaboration avec des parties prenantes influentes du secteur des énergies renouvelables.
- 14. Poursuite de partenariats :** Même s'il est de plus en plus reconnu que des efforts plus importants sont nécessaires pour faire progresser la transparence et la lutte contre la corruption dans le secteur des énergies renouvelables, il n'y a pas de consensus clair parmi les parties prenantes quant à savoir quelle organisation est la mieux placée pour déployer de tels efforts. Certains acteurs ont suggéré que l'ITIE pourrait faire progresser de tels efforts. D'autres ont exprimé une préférence pour qu'une telle initiative soit dirigée au sein du secteur des énergies renouvelables, y compris éventuellement par le biais de la création d'une entité distincte et dédiée axée sur la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur des énergies renouvelables. Dans les deux cas, l'ITIE pourrait poursuivre des partenariats pour appliquer l'approche de mise en œuvre de l'ITIE au niveau national, englobant les exigences de divulgation pour le gouvernement et les entreprises, ainsi qu'un dialogue multipartite, afin de compléter les normes et initiatives existantes axées sur le secteur privé.

99 ITIE (2023). Norme ITIE 2023 : Résumé des modifications. Extrait de <https://eiti.org/fr/documents/norme-itie-2023-resume-des-modifications>.

100 Participant à l'étude K (représentant de l'industrie), entretien du 27 juin 2023.

# Références

Ackermann, M. et Contensou, C. (2023). La voie vers l'avenir prometteur du gaz naturel et de l'hydrogène vert de la Mauritanie. Extrait de <https://eiti.org/fr/blog-post/la-voie-vers-lavenir-prometteur-du-gaz-naturel-et-de-lhydrogene-vert-de-la-mauritanie>.

Agrawal, H., El-Katiri, L., Muiruri, K. et Szoke-Burke, S. (2023). *Enabling a Just Transition: Protecting Human Rights in Renewable Energy Projects: A Briefing for Policymakers*. Columbia Center on Sustainable Development. Extrait de <https://ccsi.columbia.edu/content/enabling-just-transition-protecting-human-rights-renewable-energy-projects>.

Ahmad, A., McCulloch, N., Al-Masri, M. et Ayoub, M. (2022). From dysfunctional to functional corruption: The politics of reform in Lebanon's electricity sector. *Energy Research & Social Science*, 86. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.102399>.

AIE (2021). *Net Zero by 2050: Roadmap for the Global Energy Sector*. Extrait de <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>.

AIE (2022). *Renewables 2022*. Extrait de <https://www.iea.org/reports/renewables-2022>.

Andreas, J., Burns, C. et Touza, J. (2018). Overcoming Energy Injustice? Bulgaria's Renewable Energy Transition in Times of Crisis. *Energy Research & Social Science*, 42, 44-52. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2018.02.020>.

Atal, M.R., Trapnell, S. et Zinnbauer, D. (2022). Merchants of Integrity? Commodity Trading and Corruption Research for a World in Transition. Global Integrity Anti-Corruption Evidence Programme. Extrait de <https://ace.globalintegrity.org/projects/corruption-risks-trade-commerce/>.

Ayoub, M., McCulloch, N. et Otayek, M. (2022). What drives solar energy development? Evidence from Lebanon, Jordan, and Yemen. Extrait de <https://www.thepolicypractice.com/what-drives-solar-energy-development>.

Baldi, S. et al. (2016). To bid or not to bid: That is the question: Public procurement, project complexity and corruption. *European Journal of Political Economy* 43, 89-106. <https://doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2016.04.002>.

Bauer, S., O'Malia, K., Prasad, S., Clark, G. et Behrsin, I. (2023). *A Race to the Top: Latin America 2023*. Global Energy Monitor. Extrait de [https://globalenergymonitor.org/wp-content/uploads/2023/03/GEM-LATAM-report\\_v8.pdf](https://globalenergymonitor.org/wp-content/uploads/2023/03/GEM-LATAM-report_v8.pdf).

Bayer, B. (2018). Experience with auctions for wind power in Brazil. *Renewable and Sustainable Energy Reviews* 81, 264-58. <https://doi.org/10.1016/j.rser.2017.06.070>.

Bayer, B., Schäuble, D. et Ferrari, M. (2018). International experiences with tender procedures for renewable energy – A comparison of current developments in Brazil, France, Italy and South Africa. *Renewable and Sustainable Energy Reviews* 95, 305-27. <https://doi.org/10.1016/j.rser.2018.06.066>.

BloombergNEF. A Power Grid Long Enough to Reach the Sun Is Key to the Climate Fight (8 mars 2023). *BloombergNEF*. Extrait de <https://about.bnef.com/blog/a-power-grid-long-enough-to-reach-the-sun-is-key-to-the-climate-fight/>.

Boamah, F., Williams, D. A. et Afful, J. (2021). Justifiable energy injustices? Exploring institutionalised corruption and electricity sector “problem-solving” in Ghana and Kenya. *Energy Research & Social Science* 73(101914). <https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.101914>.

bp (2023). *Energy Outlook 2023*. Extrait de <https://www.bp.com/en/global/corporate/energy-economics/energy-outlook.html>.

Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme (2021). *Renewable Energy & Human Rights Benchmark: Key Findings from the Wind & Solar Sectors - 2021 Edition*. Extrait de <https://www.business-humanrights.org/en/from-us/briefings/renewable-energy-human-rights-benchmark-2/>.

Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme (2022). *Drying up: Tracking the environmental and human rights harms caused by hydropower in the Caucasus and Central Asia*. Extrait de <https://www.business-humanrights.org/en/from-us/briefings/drying-up-tracking-the-environmental-and-human-rights-harms-caused-by-hydropower-in-the-caucasus-and-central-asia/>.

Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme (26 mai 2023). Kenya: Court declines to extend time for Lake Turkana Wind Power to agree land deal with community. Extrait de <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/kenya-lake-turkana-wind-power-land-to-revert-to-community-after-court-ruling/>.

Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme (2023). *Indice de référence des énergies renouvelables par rapport aux droits de l'homme*. Extrait de <https://www.business-humanrights.org/fr/de-nous/bulletins/indice-de-r%C3%A9f%C3%A9rence-des-%C3%A9nergies-renouvelables/>.

Cass, N., Walker, G. et Devine-Wright, P. (2010). Good Neighbours, Public Relations and Bribes: The Politics and Perceptions of Community Benefit Provision in Renewable Energy Development in the UK. *Journal of Environmental Policy & Planning*, 12(3), 255-275. <https://doi.org/10.1080/1523908X.2010.509558>

Clay, P.M., Börner, J. et Sellare, J. (2023). Institutional and macroeconomic stability mediate the effect of auctions on renewable energy capacity. *Energy Policy* 180(113685). <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2023.113685>.

Dasgupta, S. et Sengupta, K. (1993). Sunk Investment, Bargaining and Choice of Capital Structure. *International Economic Review*, 34(1), 203-220. <https://doi.org/10.2307/2526957>.

Deiana, C. et Geraci, A. (2021). Are wind turbines a mafia windfall? The unintended consequences of green incentives. *Regional Science and Urban Economics* 89 (103691). <https://doi.org/10.1016/j.regsciurbeco.2021.103691>.

Denina, C. (30 juin 2021). Glencore acuerda comprar a BHP y Anglo American participaciones en mina de carbón Cerrejón de Colombia. *Euronews*. Extrait de <https://es.euronews.com/next/2021/06/28/glencore-colombia>.

Der Spiegel. Gude, H. (4 décembre 2020). Der Hochstapler, der ganze Windparks erfand - und verkaufte. *Spiegel*. Extrait de <https://www.spiegel.de/panorama/emsland-der-hochstapler-der-ganze-windparks-erfand-und-verkaufte-a-00000000-0002-0001-0000-000174316777>.

Der Spiegel. Rückzug von Habecks Staatssekretär: Wie die Graichen-Affäre ins Rollen kam (17 mai 2023). *Spiegel*. Extrait de <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/patrick-graichen-wie-die-ffaere-ins-rollen-kam-a-119c2a4d-a64f-4448-aa4c-49f5f8522d7a>.

Dunlap, A. et Arce, M.C. (2022). 'Murderous energy' in Oaxaca, Mexico: Wind factories, territorial struggle and social warfare. *The Journal of Peasant Studies* 49, n° 2, 455-80. <https://doi.org/10.1080/03066150.2020.1862090>

Financial Times. Campbell, C. et Mooney, A. (11 juin 2023). Gridlock: How a Lack of Power Lines Will Delay the Age of Renewables. *Financial Times*. Extrait de <https://www.ft.com/content/a3be0c1a-15df-4970-810a-8b958608ca0f>.

Furchtgott-Roth, D. (11 janvier 2023). Corrupt Power Sector Strangles South Africa. *Forbes*. Extrait de <https://www.forbes.com/sites/dianafurchtgott-roth/2023/01/11/corrupt-power-sector-strangles-south-africa/>.

Gillies, A. (2020). *Crude Intentions: How Oil Corruption Contaminates the World*. Oxford University Press.

González, D. (31 mai 2023). Wind farms divide Indigenous communities in Colombia. *Dialogo Chino*. Extrait de <https://dialogochino.net/en/climate-energy/368855-wind-farms-divide-indigenous-communities-in-colombia/>.

Gordon, E. (2018). *The Politics of Renewable Energy in East Africa*. *Oxford Institute for Energy Studies*. <https://doi.org/10.26889/9781784671181>.

Green Hydrogen Organisation (GH2) (2022). *The Green Hydrogen Standard*. Extrait de <https://www.greenhydrogenstandard.org/publications>

Handelsblatt. Nagel L.M. et al. (13 mai 2022). Hendrik Holt; Statt viel Wind nur heiße Luft. *Handelsblatt*.

Iftekharuzzaman et al. (2020). Climate Change Mitigation Finance and Project Implementation in Bangladesh: Governance Challenges and Way Forwards. Transparency International Bangladesh. <http://dx.doi.org/10.13140/RG.2.2.15751.11681>.

Ikejamba, E.C.X. et al. (2017). Failures & generic recommendations towards the sustainable management of renewable energy projects in Sub-Saharan Africa (Part 2 of 2). *Renewable Energy* 113, 639-47. <https://doi.org/10.1016/j.renene.2017.06.002>.

International Hydropower Association (2020). *Hydropower Sustainability Standard*. Extrait de <https://www.hydropower.org/sustainability-standard>.

International Work Group for Indigenous Affairs (2019). The impact of renewable energy projects on indigenous communities in Kenya: The cases of the Lake Turkana Wind Power project and the Olkaria Geothermal Power plants. Extrait de <https://www.iwgia.org/en/resources/publications/3535-the-impact-of-renewable-energy-project-on-indigenous-communities-in-kenya.html>.

IRENA (2022). *Géopolitique de la transformation énergétique : le facteur hydrogène*. Extrait de <https://www.irena.org/Publications/2022/Jan/Geopolitics-of-the-Energy-Transformation-Hydrogen-FR>.

ITIE (2022), *Mission critique : le renforcement de la gouvernance des chaînes de valeur des minéraux pour la transition énergétique*. Extrait de <https://eiti.org/fr/documents/mission-critique>.

ITIE (2023). *Norme ITIE 2023 : Résumé des modifications*. Extrait de <https://eiti.org/fr/documents/norme-itie-2023-resume-des-modifications>.

Jørgensen, M.L. (2020). Low-carbon but corrupt? Bribery, inappropriateness and unfairness concerns in Danish energy policy. *Energy Research & Social Science*, 70(101663). <https://doi.org/10.1016/j.erss.2020.101663>.

Lawrence, A. (2020). Energy decentralization in South Africa: Why past failure points to future success. *Renewable and Sustainable Energy Reviews* 120 (109659). <https://doi.org/10.1016/j.rser.2019.109659>.

Lo, J. (27 février 2023). South Africa tried to weaken corruption safeguards in coal phase out, says CEO. *Climate Home News*. Extrait de <https://www.climatechangenews.com/2023/02/27/south-africa-tried-weaken-energy-transition-deals-corruption-safeguards-says-ceo/>.

Loving, J. et al. (2022). Land-use intensity of electricity production and tomorrow's energy landscape. *PLOS ONE* 17, (7)(e0270155). <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0270155>.

McKinsey (2023). Land: A crucial resource for Europe's energy transition. Extrait de <https://www.mckinsey.com/industries/electric-power-and-natural-gas/our-insights/land-a-crucial-resource-for-the-energy-transition>.

Miridzhanian, A. (17 janvier 2023). Zambia, UAE to develop \$2 billion solar projects. *Reuters*. Extrait de <https://www.reuters.com/business/energy/zambia-uae-develop-2-billion-solar-projects-2023-01-17/>.

Munich Re (2022). *Securing the Power of Green Hydrogen*. Extrait de <https://www.munichre.com/en/solutions/for-industry-clients/green-hydrogen.html>.

NDR. Erfundene Windpark-Projekte: Siebeneinhalb Jahre Haft für Holt (12 mai 2022). *NDR*. Extrait de [https://www.ndr.de/nachrichten/niedersachsen/osnabrueck\\_emsland/Erfundene-Windpark-Projekte-Siebeneinhalb-Jahre-Haft-fuer-Holt,windpark644.html](https://www.ndr.de/nachrichten/niedersachsen/osnabrueck_emsland/Erfundene-Windpark-Projekte-Siebeneinhalb-Jahre-Haft-fuer-Holt,windpark644.html).

Neslen, A. (26 mai 2015). 'Green' dam linked to killings of six indigenous people in Guatemala. *The Guardian*. Extrait de <https://www.theguardian.com/environment/2015/mar/26/santa-rita-green-dam-killings-indigenous-people-guatemala>.

O'Brien, K. et Hinfelaar, M. (2022). Zambia's anti-corruption regime 2001–2021 in the renewable energy sector: A legal and political economy analysis. U4 Issue 2022:2. U4 Anti-Corruption Resource Centre. Extrait de <https://www.u4.no/publications/zambias-anti-corruption-regime-2001-2021-in-the-renewable-energy-sector-a-legal-and-political-economy-analysis.pdf>.

Oluwole, V. (21 juin 2023). South Africa and Kenya lead renewable energy growth in Sub-Saharan Africa. *Business Insider Africa*. Extrait de <https://africa.businessinsider.com/local/markets/south-africa-and-kenya-lead-renewable-energy-growth-in-sub-saharan-africa/kgmqd8z>.

Rahman, K. (2020). Anti-corruption in the renewable energy sector, CMI U4 Anti-Corruption Resource Centre. Extrait de <https://www.u4.no/publications/anti-corruption-in-the-renewable-energy-sector#potential-forms-of-corruption-in-the-renewables-sector>.

Ramaswamy, V., Ueng, C. J. et Carl, L. (2008). Corporate governance characteristics of growth companies: An empirical study. *Academy of Strategic Management Journal* 7, 21-33. Extrait de <https://api.semanticscholar.org/CorpusID:167163860>.

Ramirez, J. (2021). Contentious Dynamics Within the Social Turbulence of Environmental (In)Justice Surrounding Wind Energy Farms in Oaxaca, Mexico. *Journal of Business Ethics* 169, no. 3, 387-404. <https://doi.org/10.1007/s10551-019-04297-3>.

Ramirez, J., Velázquez, D.A. et Vélez-Zapata, C. (2022). The Potential Role of Peace, Justice, and Strong Institutions in Colombia's Areas of Limited Statehood for Energy Diversification towards Governance in Energy Democracy. *Energy Policy* 168 (113135). <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2022.113135>.

Reuters. Bocanegra, N. (24 mai 2023). Enel suspends Colombia wind farm construction after years of protests. *Reuters*. Extrait de <https://www.reuters.com/business/energy/enel-suspends-colombia-wind-farm-construction-after-years-protests-2023-05-24/>.

Ritchie, H. (16 juin 2022). How does the land use of different electricity sources compare? *Our World in Data*. Extrait de <https://ourworldindata.org/land-use-per-energy-source>.

Roy, P. et al. (2023). Breaking the cycle of corruption in Nigeria's electricity sector: Off-grid solutions for local enterprises. *Energy Research & Social Science* 101(103130). <https://doi.org/10.1016/j.erss.2023.103130>.

Rubiano, M.P. (2021). In Colombia, Indigenous Lands Are Ground Zero for a Wind Energy Boom. *YaleEnvironment360*. Extrait de <https://e360.yale.edu/features/in-colombia-indigenous-lands-are-ground-zero-for-a-wind-energy-boom>.

Smout, A. (2 août 2023). Britain agrees deals on clean energy, critical minerals with Zambia. *Reuters*. Extrait de <https://www.reuters.com/world/britain-agrees-deals-clean-energy-critical-minerals-with-zambia-2023-08-02/>.

Solar Energy Industry Association (SEIA) (2021). Solar Supply Chain Traceability Protocol. Extrait de <https://www.seia.org/research-resources/solar-supply-chain-traceability-protocol>.

SolarPower Europe (2021). Solar Sustainability Best Practices Benchmark. Extrait de <https://www.solarpowereurope.org/insights/thematic-reports/solar-sustainability-best-practices-benchmark>.

Sovacool, B.K. (2021). Clean, low-carbon but corrupt? Examining corruption risks and solutions for the renewable energy sector in Mexico, Malaysia, Kenya and South Africa. *Energy Strategy Reviews* 38 (100723), 1-21. <https://papers.ssrn.com/abstract=3957999>.

Sparkman, M. et Tobin, W. (28 mars 2023). Country spotlight: Unlocking a high-energy future for Zambia. Atlantic Council. Extrait de <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/energysource/country-spotlight-unlocking-a-high-energy-future-for-zambia/>.

The Atlantic. Sabar, A. (8 mai 2023). The billion-dollar Ponzi scheme that hooked Warren Buffett and the U.S. Treasury. *The Atlantic*. Extrait de <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2023/06/dc-solar-power-ponzi-scheme-scandal/673782/>.

The Economist. America's \$800bn climate splurge is feeding a new lobbying ecosystem (10 avril 2023). *The Economist*. Extrait de <https://www.economist.com/business/2023/04/10/americas-800bn-climate-splurge-is-feeding-a-new-lobbying-ecosystem>.

The Economist. Hodson, H. (5 avril 2023). The Electric Grid Is about to Be Transformed. *The Economist*. Extrait de <https://www.economist.com/technology-quarterly/2023/04/05/the-electric-grid-is-about-to-be-transformed>.

Todman, W. et Yousef, L. (2023). *Powering Recovery: Reform, Reconstruction, and Renewables in Conflict-Affected States in the Arab World*. Center for Strategic & International Studies. Extrait de <https://www.csis.org/analysis/powering-recovery-reform-reconstruction-and-renewables-conflict-affected-states-arab-world>.

Transparency International (2008). *Rapport mondial sur la corruption : la corruption dans le secteur de l'eau*. Extrait de <https://www.transparency.org/fr/publications/global-corruption-report-2008-corruption-in-the-water-sector>.

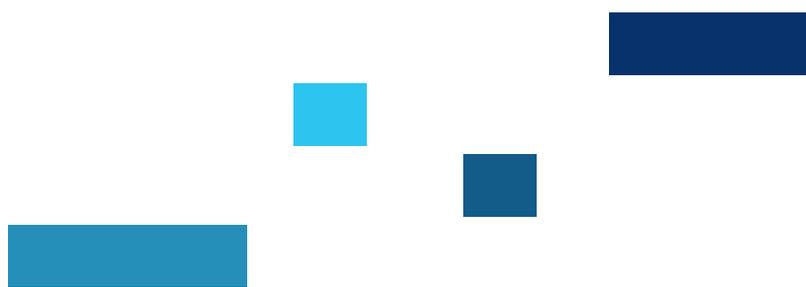
Walsh, J. et al. (9 juillet 2020). FCPA Risks for Renewable Energy in Latin America. *Programme on Corporate Compliance and Enforcement at New York University School of Law*. Extrait de [https://wp.nyu.edu/compliance\\_enforcement/2020/07/09/fcpa-risks-for-renewable-energy-in-latin-america/](https://wp.nyu.edu/compliance_enforcement/2020/07/09/fcpa-risks-for-renewable-energy-in-latin-america/).

Westmore, K. (8 novembre 2022). Clean Energy: Tackling Corruption in the Transition to Net Zero. *Royal United Services Institute (RUSI)*. Extrait de <https://rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/clean-energy-tackling-corruption-transition-net-zero>.

Zúñiga, N. (2018). Land Corruption Topic Guide, Transparency International. Extrait de <https://knowledgehub.transparency.org/product/topic-guide-on-land-corruption>.

# Annexe : Liste des organisations ayant participé à cette étude

- Adekunle Adesina & Co (Integrity Chambers), Nigeria
- Basel Institute on Governance
- Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme
- Copenhagen Business School
- Corporación Transparencia por Colombia
- CWP Global
- Global Wind Energy Council
- Green Hydrogen Organisation
- European Solar Manufacturing Council
- International Hydropower Association
- Investor Group on Climate Change
- Regnskogfondet (Norwegian Rainforest Foundation)
- Right Energy Partnership, Philippines
- Statkraft
- TotalEnergies
- Transparency & Accountability Initiative
- Transparency International





Extractive Industries  
Transparency Initiative

Nous considérons que les ressources naturelles d'un pays appartiennent à ses citoyens. Notre mission consiste à promouvoir une bonne compréhension de la gestion des ressources naturelles, à renforcer la gouvernance publique et des entreprises et à fournir des données permettant d'améliorer la transparence et la redevabilité dans le secteur extractif.

Rådhusgata 26  
0151 Oslo  
Norvège

+47 222 00 800  
secretariat@eiti.org  
eiti.org